Prolétaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous /

Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire

pays,
nations
s /
al
Révolutionnaire
niste

OCIONAL

OCIO

SEMAINE DU 12 AU 18 MARS 1981

Chirac prépare-t-il la défaite de Giscard? SOMMAIRE SOMMAIRE SOCIETION 3-4 116

HEBDOMADAIRE

SEMAINE DU 12 AU 18 MARS 1981

Nº 34 - 5 F

Directeur de publication : R. Rodriguez

Commission paritaire: nº 62 712

Imprimerie IPCC (Paris)

Pour toute correspondance écrire à :

> POUR LE SOCIALISME c/o FRONT ROUGE **BP 68** Paris 75 019

> > Compte bancaire: BNP 271 - 659 - 66

Abonnez-vous à Pour le Socialisme



20 numéros : 100 F 1 an: 200 F



## politique



LA CAMPAGNE DE CHI-RAC : le candidat RPR est-il prêt, comme on le laisse entendre, à faire battre Giscard ? Rien n'est moins sûr.

## politique

PAS INVENTE : la campa-gne électorale, maintenant bien engagée, est faite de grandes orientations politiques, mais aussi d'une multitude de déciarations et discours qui, consciemment ou non, ne sont pas toujours marqués du sceau de la finesse. Chaque semaine apporte son lot de faits que I'on ne pouvait pas inven-

## 5-6 politique

LE « MINISTERE DE LA RUE » : la campagne du PCF semble suicidaire aux yeux de nombreux commentateurs, qui lui dénient toute logique. Nous tentons, à l'inverse, de dévoiler la logique profonde qui court dans les thèmes actuels de cette campagne, pour l'élection à venir et au-delà.



# ryndicatr

**ELECTIONS** PROFES-SIONNELLES : CGT, LE CONTRECOUP : recul de la CGT lors des élections professionnelles à la SNCF dans les pays de Loire, essentiellement au profit de la CFDT. La sanction d'une politique qui provoque des remous à l'intérieur de la centrale.



# immigrés



IMMIGRATION : INTER-VIEW DU SGEN :la présence d'enfants immigrés dans les écoles est-elle responsable des retards scolaires ? Un point de vue contesté par Jean-Claude Guérin, secrétaire national à l'action syndicale du SGEN-CFDT.

# luttes

DES LOCATAIRES EN LUTTE : à Valentigney (Doubs), des locataires refu-sent les hausses de loyer imposées par des charges imposées par leur société propriétaire, dont le principal actionnaire est Peugeot.

## 11-12 politique

TRIBUNE LIBRE : nous publions de larges extraits de l'intervention faite par notre Parti à l'émission Tribune libre de ce mercredi 11. Comment le PCR se situe-t-il dans la bataille électorale ? Comment surmonter la division des tra-vailleurs ? Que penser de la politique actuelle du PCF? Qu'est-ce qu'être révolutionnaire aujourd'hui ? Tels sont quelques-uns des points abordés.

## 14 interview

LIBERATION, POUR QUOI FAIRE? après la suspension de la parution de Liberation, Jean-Marcel Bouguereau, qui a exercé un rôle important dans l'équipe du journal depuis 1974, répond à nos questions sur la définition de cette expérience de presse.



# idées

GRAMSCI : débat à la FNAC entre trois auteurs sur les Ecrits Politiques de Gramsci. Principales ques-tions débattues : la conception gramscienne de la société civile, la question du parti.

### 16

6 HEURES POUR LE SAL-VADOR : le 20 mars, se tiendra à la Mutualité, un rassemblement : « 6 heures pour le Salvador et l'Amérique Centrale ». L'appel à cette manifestation est lancé par un comité d'initiative réunissant les comités de solidarité avec le Salvador, le Guatemala, le Nicaragua, et plus de 200 personnalités. Parmi celles-ci figurent de nombreuses personnes qui avaient appelé également aux « 6 heures pour l'Afghanistan », et qui sont hostiles à tout alignement sur l'une ou l'autre des deux superpuissances.

Le PCR soutient cette initiative et appelle à participer.

# CHIRAC PREPARE-T-IL LA DEFAITE DE GISCARD?

De récentes déclarations du maire de Paris ont pu faire croire qu'il envisageait sans déplaisir

une victoire de Mitterrand.

Mais peut-être faut-il dépasser
l'apparence des mots....

La campagne électorale commence à prendre de la vitesse, et chacun y va de sa petite phrase. Si le jeu de Giscard - continuer - et celui de Mitterrand - rassembler la plus grande part des voix de gauche sans apparaître comme trop lié au PCF - si ces jeux sont connus et nettement délimités, il est permis de s'interroger sur les objectifs réellement poursuivis par deux candidats qui jouent un rôle important, mais n'ont aucune chance d'être élus. Que veut Chirac ? Au-delà de l'objectif d'obtenir un score honorable au premier tour, est-il prêt à favoriser une défaite de Giscard, comme on le suppute parfois, peut-être un peu vite? (Voir ci-contre) Quels objectifs poursuit la campagne

Marchais? Par ses

apparaître comme

suicidaire, dénuée

Doit-on s'arrêter à

première ou tenter

objectifs poursuivis

cette impression

d'analyser les

au-delà ?

(Page 5)

par le PCF dans

cette élection et

de toute logique.

outrances, elle peut



Par François NOLET

RENDRE à ce pays la confiance et l'espoir, fûtce au prix de la défaite du président de la République »

Une de ces « petites phrases » dont la politique-spectacle est si friande. Dans la bouche de Chirac, elle a pu apparaître comme annonçant sa désertion du camp majoritaire, et nombre de commentateurs commençaient déjà à envisager la réalisation de « convergences » au second tour entre le PS et le parti gaulliste.

Certes, pressé de questions sur le sens de cette « petite phrase », le leader du RPR devait préciser que la défaite de Giscard devait s'entendre comme l'élection de Chirac à la tête de l'Etat. Mais comme nul ne pense sérieusement que le maire de Paris puisse être élu, ni même figurer au second tour, on en a conclu bien vite qu'une victoire de Mitterrand ne lui déplairait pas trop. Les élections législatives partielles de novembre n'accréditaient-elles d'ailleurs pas cette idée ? On avait vu, à cette occasion, les responsables du PS et du RPR réduire le ton des critiques qu'ils s'adressaient, et des échanges de suffrages s'étaient produits entre les deux électorats au second tour de ces élections.

Mais, à élections partielles, enseignements partiels. S'agissant de scrutins qui n'engageaient nullement le pouvoir central, des reports de voix de mécontents pouvaient s'opérer de l'un à l'autre, sans grand dommage, à blanc en quelque sorte. Il serait sans doute imprudent d'en tirer des conclusions touchant à l'attitude de l'électoral lors d'une consultation nationale.

#### Electorat conservateur

Ce qui pourrait laisser penser que Chirac souhaite une victoire du candidat socialiste, c'est la position fort inconfortable du RPR au sein de la coalition de droite. A force d'être soumis au laminage giscardien, le RPR aurait pu choisir de favoriser la défaite de Giscard, faisant l'analyse que sa réélection signifierait la poursuite de ce laminage et la marginalisation progressive du parti gaulliste dans la vie politique française. C'est un risque réel pour lui. Mais il n'est pas certain que favoriser l'élection de Mitterrand lui poserait moins de problèmes.

Quelle attitude Chirac adopte ra-t-il pour le second tour? Peut-il appeler à voter Mitterrand au vote blanc, reviendrait également à favorises le candidat socialiste) ? Cette possibilité semble exclue, si l'on prend en compte la base sociale et idéologique du vote RPR. Les études menées sur ce sujet (1) indiquent en effet que cet électorat est nettement conservateur davantage même que celui du président sortant, et qu'un tel électorat ne serait nullement enclin à suivre une consigne de vote pour le candidat socialiste. ou même de vote blanc. Donner telle consigne appellerait pour Chirac un double risque :

- si Giscard l'emportait malgré tout (ce qui reste possible), le désaveu serait net, et ne pourrait que conduire le RPR à la marginalisation au sein de l'électorat de droite. Dans ces conditions, Giscard tirerait tout bénéfice de l'affaire, et pourrait poursuivre avec un succès jamais atteint son entreprise de laminage du RPR, s'attirant de nombreux ralliements d'élus et de notables du parti gaulliste.

— si Mitterrand l'emportait, le RPR ne pourrait manquer d'apparaître aux yeux de son propre électorat comme l'artisan de cette défaite de la droite. Dans cette situation, on peut s'attendre, lors des législatives anticipées qui se produiraient alors, à ce que l'électorat de droite se redistribue nettement en faveur du parti giscardien.

Giscard rappelle d'ailleurs à

l'occasion le précédent de 1962, lorsqu'une partie des indépendants et paysans avait voté la motion de censure contre le gouvernement Pompidou : cette composante de la droite s'était trouvée balayée aux élections législatives consécutives à la dissolution de l'Assemblée. La comparaison ne vaut certes pas en tous points, mais il est certain qu'aujourd'hui, il est préférable, lorsqu'on est élu avec des voix de droite, de ne pas se compromettre avec la gauche, si l'on veut retrouver son siège. Ce qui n'échappe certainement pas à Chirac et à ses amis.

Guère de doute donc sur la fait que Chirac, pour ménager l'électorat conservateur qui est le sien, ne pourra faire autrement que d'appeler à voter Giscard. Encore dispose-t-il de la faculté de moduler son soutien de façon plus ou moins insistante.

#### Renégociation ?

Mais à quoi servent les virulents coups de gueule à l'adresse de la politique gouvernementale actuelle ? Si l'on prépare de toute façon un désistement, pourquoi attaquer si fort celui pour qui l'on va voter au second tour ? Il semble en fait que Chirac n'ait guère le choix que de se démarquer assez nette-

#### Gaullistes et giscardiens : scores des élections récentes

Election présidentielle de 1974 (premier tour, en pourcentage des suffrages exprimés): Giscard: 32,93 %, Chaban-Delmas: 14,55 %.

Elections législatives de mars 1978 (premier tour, en pourcentage des suffrages exprimés): RPR: 22,62 %, UDF 21,45 %, Elections

Elections européennes : RPR : 16,09 %, UDF :27,39 %

## politique

#### **SUITE DE LA PAGE 3**

ment du candidat sortant. Comme il s'adresse à un électorat semblable, des critiques floues, modérées, sans propositions nettement alternatives, ne pourraient guère lui attirer de suffrages : le réflexe d'une large part de l'électorat conservateur serait alors de voter utile, en reportant largement ses suffrages sur Giscard dès le premier tour.

Cette attitude de critique présente pour Chirac un double avantage. Dans l'immédiat, elle peut lui permettre de capitaliser sur son nom des suffrages d'électeurs qui constituent le « marais », à la lisière de la droite et de la gauche.

Une telle tactique ne peut certes pas faire passer Chirac en tête de la droite. Mais elle le placent dans une situation différente pour exiger une renégociation des rapports au sein de la majorité. Un score honorable obtenu à l'issu d'une campagne critique vis-à-vis du président sortant donne en effet un moyen de pression à Chirac pour que certaines au moins de ses critiques soient prises en compte : par exemple que des positions de pouvoir plus importantes luisoient restituées au sein de l'appareil d'Etat (préfets, radiotélévision, nomination de ministres qui ne soient pas que des otages, etc).

Enfin, si Mitterrand était élu, malgré les efforts du RPR en faveur de Giscard, celui-ci se trouverait dans une situation où

il aurait une marge de manœuvre bien supérieure à celle de la formation giscardienne. Lors des élections législatives qui s'ensuivraient immédiatement, il aurait probablement, du fait de son image démarquée de Giscard, moins à pâtir d'un succès de la gauche que son allié. Plusieurs possibilités lui seraient alors offertes face à un gouvernement à dominante socialiste : soit envisager la constitution progressive de convergences avec le PS, favorisées par la désunion de la gauche; soit, si la situation s'y prête mieux, ouvrir une stratégie de « recours », se présenter comme le meilleur parti pour renverser la gauche, Idée qu'il lui serait d'autant plus facile de défendre que la politique précédemment suivie par Giscard apparaîtrait comme à l'origine de la victoire de la gauche. Et que, aujourd'hui déjà, le RPR martèle l'idée selon laquelle Giscard est le plus mauvais des candidats de la majorité.

Quoi qu'il en soit des manœuvres post-électorales, il est d'ores et déjà acquis que c'est sur un électorat conservateur qu'il devra s'appuyer. Ce qui pour l'électorat à venir, lui interdit pour le second tour, toute solution de fuite en avant dans un vote pour le candidat socialiste.

1) Cf notamment l'étude collective France de gauche, vote à droite (analysée dans PLS n° 33) qui montre qu'il n'existe pas de différence notable entre l'électorat du RPR et celui de l'UDF, et que les deux courants de la majorité se disputent le même électorat conservateur.

Capitaliser les voix à la lisière de la droite et de la gauche.



4- Pour le Socialisme

## NOUS NE L'AVONS PAS INVENTE

#### Giscard le rouge

Pourquoi Jacques Chirac s'est-il rallié à Giscard en 1974 ? Le maire de Paris a fourni des éléments de réponse l'autre jour, en Avignon, en stigmatisant « le collectivisme sournois qui s'est développé depuis sept ans ». Et il a ajouté : « Si c'était cela qu'on voulait, il fallait le dire, on aurait voté pour Mitterrans et ça n'aurait pas été pire ».

Giscard et son compère Barre, le tandem de la liberté des prix, de la privatisation progressive des services publics, de la rentabilisation des hôpitaux, de la libre concurrence et de la liberté de licencier, accusé de « collectivisme » l

Mais que veut donc Chirac ? On en aura une petite idée dans la suite du discours d'Avignon : la preuve de l'étatisme démesuré de Giscard, c'est que 650 000 emplois de fonctionnaires auraient été créés depuis sept ans. Et Chirac d'ajouter, après avoir rappelé que Mitterrand, en 1974, ne proposait que 300 000 emplois de fonctionnaires en supplément : « Ce n'était pas pour cela que nous avons élu Giscard ».

#### Les prisons de Peyrefitte

Monsieur Peyrefitte, fermement engagé aux côtés de Giscard, a choisi son créneau : celui de l'Ordre. Il vient ainsi de faire l'éloge des vertus curatives de l'emprisonnement des adolescents : « Le choc de la prison peut être salutaire pour un adolescent qui s'est laissé entraîné à un délit et n'est même pas conscient de la gravité de ce qu'il a fait. Le choc psychologique lui ouvre les yeux, lui montre la gravité de son acte, et l'incite à ne pas recommencer », a-t-il déclaré à Lille.

Ce que toutes les enquêtes, toutes les études, tous les spécialistes, éducateurs, juges, avocats, etc. démentent. Mais sans doute Monsieur Peyrefitte a-t-il réponse à ces démentis : les détenus, selon lui, n'en « bavent » pas assez.

Il l'a dit à l'issue d'un bon repes avec Giscard : « L'idée selon laquelle il faut avant tout assurer la réinsertion des détenus est une idée fausse ». Les miradors, par contre, ça c'est bien, « parce que les miradors sont fait pour tirer quand il y a tentative d'évasion ».

Tirer sur les détenus c'est, somme toute, logique puisque la réinsertion est une idée fausse... En cas de victoire de Giscard, Peyrefitte est paraît-il promis à de hautes destinées. Ça fait peur.

#### Ne pas confondre

Mardi, les techniciens de la radio-télévision sont à l'Elysée. Pour enregistrer une déclaration de candidature à l'Elysée. Celle du citoyen-candidat Giscard, que l'on entendra pendant 80 minutes au total sur les ondes nationales dans la soirée.

Le lendemain, la radio-télévision est à nouveau au palais présidentiel. Pour prendre note des déclarations faites au conseil des ministres par le Président Giscard. Ne pas confondre.

Le même jour, à 13 heures, sur Europe1, le journaliste Jacques Paoli a bien séparé les propos du candidat Giscard et ceux du président Giscard. Il n'a pas confondu. Sans doute pour que nous ne confondions pas nous-mêmes le présentateur d'Europe 1 (Jacques Paoli) et le signataire du premier appel de soutien à Giscard (Jacques Paoli).

L'heure des bilans a sonné. Le brain-trust du candidat Giscard prépare donc un bilan de l'action de son poulain. Il ne faudra pas confondre avec les 15 brochures, éditées par l'organisme gouvernemental appelé « Servica d'Information et de Diffusion » et faisant secteur par secteur, le bilan (positif) du septennat.

#### Sans conditions

Le prochain septennet de Giscard, s'il existe, sera « différent ». C'est ce que souhaitent les radicaux réunis en comités exécutifs.

Et d'énumérer les points de différence : il s'attaquera de front aux problèmes de l'emploi, il donnera au parlement « une réelle efficacité », il établira une priorité « aux moyens de l'Education », il allégera les charges sociales, il diminuera la pression fiscale, et enfin « il contribuera au progrès de la démocratie ».

Voilà des « différences » qui ne sont pas minces, et dressent en elles-mêmes un curieux bilan du septennat passé.

Mais il n'y a pas lieu de trop s'en faire : selon Didier Bariani, président du Parti Radical, il ne s'agit là « ni de propositions, ni de conditions ». Juste des mots...

#### La paille et la poutre

François Mitterrand était la semaine dernière en Allemagne. Dans le cadre de sa campagne électorale 7 Bien sûr que non l

A cinquante jours de l'élection, le candidat du PS allait simplement comme ça, refaire l'itinéraire suivi lors de sa première évasion d'un camp de prisonnier en Allemagne. En compagnie de Willy Brandt et de quelques journalistes. Chacun aura interprété ce pélerinage à sa façon.

La pressa allemande a surtout noté la présence de Brandt aux côtés du candidat socialiste : c'est une manière de se désolidariser du chanceller Schmidt, qui, lui, joue la carte Mitterrand.

La presse socialiste française, et notamment le nouveau quotidien Combat Socialiste aura surtout été frappée d'une chose : quarante ans plus tard, Mitterrand se souvient de tout ; il a reconnu les lieux, il s'est souvenu des noms, il a retrouvé des documents, et même des photos — publiées dans Combat Socialiste — authentifiant sa présence en Allemagne comme prisonnier. La presse socialiste n'est pas allée jusqu'à se demander pourquoi un autre dirigeant, d'un autre gros parti de gauche, avait si peu de mémoire, mais c'est tout comme...

Le PCF, justement, n'a pas éludé le problème. Charles Fiterman, dans son rapport au Comité central est même allé jusqu'à ironiser sur les éléments de son passé que voulait cacher Mitterrand: « Il refait les itinéraires de sa jeunesse. Ou tout au moins une partie. Il faut être audacieux, pas téméraire. » On voit toujours la paille dans l'œil du voisin...

## Georges Marchais:

# TENIR LE « MINISTERE DE LA RUE ? »

Mais que cherche donc le PCF? Cette question, on peut, une fois encore, se la poser après la réunion du Comité central du PCF qui vient de se tenir la semaine passée. On y retrouve en effet, précisés et accentués, tout les traits distinctifs de la ligne Marchais. Les actions menées contre les immigrés ou à propos de la drogue sont approuvées sans réserves, la revendication des ministres communistes se fait plus insistante, et le PS est attaqué comme jamais. Fiterman n'est-il pas allé jusqu'à dire que « Lionel Jospin ne tient pas un autre langage et n'agit pas d'une autre manière que les hommes du patronat, que ceux du pouvoir giscardien, que les sbires que le ministre de l'intérieur infiltre dans les organisations ouvrières » ?

#### Par Nicolas DUVALLOIS

AUT-IL voir dans les outrances verbales et l'accentuation de la position de repli sectaire du PCF les manifestations d'une logique suicidalre, comme on le laisse entendre ici et là ?

Victime du complexe de la « citadelle assiégée », le parti de Marchais serait-il contraint, par une sorte de paranoïa collective, de répondre au coup par coup, au gré des humeurs et des réactions subjectives de ses dirigeants, sans maîtrise véritable sur le cours de son action et sans autre objectif que celui de faire front?

En bref, aurait-on affaire à un comportement incohérent, irréfléchi?

#### «Fort»

En fait, tout donne à penser le contraire pour autent que l'on observe l'attitude du PCF dans sa globalité. Il y a bel et bien de ce point de vue, une continuité dans les objectifs poursuivis, seuls changeant, du fait des évolutions politiques, les moyens mis en œuvre pour y parvenir.

L'objectif, on le connaît depuis 1977, est d'arriver à assurer la prédominance du PCF à gauche, condition nécessaire à la mise en œuvre d'ambitions politiques que rien n'est venu démentir.

C'est parce qu'elle a constaté un renversement du rapport de force en faveur du PS que la direction du PCF a poussé à l'extrême la renégociation du programme commun, au point de faire rompre l'union. Malgréune campagne intense, ou étaient mêlés les thèmes du « parti des pauvres » et ceux de « l'autogestion », les résultats de mars 78 n'ont fait que confirmer le constat. Depuis, tous les efforts du PCF sont tendus vers le renversement de ce rapport de force, par la mise en place d'un parti « fort », électoralement et organisationnellement.

#### Oubliettes

Après une période de quelques mois consacrée essentiellement à faire face à la crise interne, la « démarche autogestionnaire » mise en avant au 23° Congrès (mai 1979) a pu un temps apparaître comme un moyen pour le PCF de parvenir à ses fins: il s'agissait alors, tout en attaquant le « virage à droite » et les « manœuvres politiciennes » du PS, de le concurrencer sur son propre terrain et d'engager la construction d'une « union à la base » susceptible d'entraîner, autour des positions « autogestionnaires » du PCF, des travailleurs ou des éléments des masses non encore influencés par celui-ci.

La démarche autogestionnaire est aujourd'hui aux oubliettes : relatant des élections professionnelles chez Ducellier (où par ailleurs la CGT a progressé), L'Humanité de la semaine dernière n'a même plus fait état de ces fameux « conseils d'atelier » pourtant présentés il y a moins de deux ans comme devant faire

tache d'huile. L'abandon spectaculaire du thème de l'autogestion tient sans doute pour une bonne part aux résistances internes qui se sont manifestées dans le PCF, de la part notamment de cadres ou d'élus peu enclins à se faire contrôler d'une manière ou d'une autre.

#### Tournant

Comment dès lors parvenir à ce PCF « fort », susceptible de regagner les positions perdues ? L'année 1980 a, de ce point de vue, représenté un tournant. C'est à ce moment-là que sont apparus progressivement les thèmes mis en avant aujourd'hui encore :

 La redélimitation des contours du parti, autour de pointsclés comme le soutien à l'URSS (c'est en janvier 80 que Marchais approuve, de Moscou, l'invasion soviétique en Afghanistan);

La politique d'isolement,
 puis d'exclusions — de fait ou non
 des militants critiques ;

L'accent mis sur les luttes, pour montrer tout à la fois le caractère « combatif » du PCF et l'attitude « ambiguë » ou même « consensuelle » des autres forces politiques ou syndicales :

 La mise en place d'un discours simpliste, mais virulent;

— Enfin, le lancement des « campagnes » sur les immigrés, la drogue ou l'insécurité, destinées tout à la fois à raffermir la place du PCF dans ses bastions municipaux, à conquérir de nouvelles couches touchées par la crise, et à mettre en œuvre des méthodes d'action particulièrement dures.

On ne saurait de ce point de vue isoler ces récentes campagnes du reste des positions du PCF: c'est dans le même temps où le PCF organise la délation et développe la théorie des « quotas » d'immigrés qu'il organise des opérations contre les patrons négriers de l'intérim ou mène une politique de guérilla contre le patronat.

#### 10 mai

Ces thèmes de la politique actuelle du PCF, dessinés ici à grand trait, ne sont pas seulement destinés à la réalisation des objectifs à long terme. La direction du PCF espère en toucher les dividendes des après les



Vers un « ministère de la rue » en cas de victoire de Mitterrand ?

élections présidentielles, et ce quel que soit le cas de figure.

Certes, Marchais ne nourrit aucune espère d'illusion dans le résultat de ces élections présidentielles, et tout porte même à croire que son score ne sera pas parmi les plus élevés qu'ait réalisés le PCF depuis quelque temps. Mais le calcul n'est pas là, il est pour après le 10 mai, date du deuxième tour, et s'inscrit directement dans l'entreprise d'une transformation des rapports de force.

Deux solutions sont en effet envisageables :

Mitterrand l'emporte. Le PCF, de toute évidence, considère cette éventualité comme plausible, et s'y prépare, comme le montre bien la revendication dite des « ministres communistes ». Une fois élu, et quelles que soient les mesures mises en place (dissolution plus ou moins rapide de l'Assemblée, tentative ou non d'un gouvernement socialiste homogène), le président Mitterrand devra bien se déterminer par rapport à la revendica-tion du PCF. Il choisit la solution d'un gouvernement socialiste homogène ? Celui-ci sera minoritaiet le PCF martèlera son exigence d'une « union de la

gauche garantie du change-ment »; il tente une série d'alliances au centre ? Le PCF aura beau jeu de montrer là la preuve du « consensus » et des orienta-tions néfastes du PS ; il offre au PCF quelques postes ministériels de second ordre ? Celui-ci considérera ces « strapontins » comme insuffisants au regard de sa place dans la vie politique, et mènera campagne vigoureuse pour que « les communistes aient la place qui leur revient ». La revendication des ministres communistes est, on le voit, une véritable machine de guerre destinée plus à être opératoire Mitterrand contre le président que contre le candidat Mitterrand. Qui plus est, ce qui est valable pour les portefeuilles gouvernementaux l'est au moins autant en ce qui concerne toutes les mesures économiques et sociales.

#### Catalogue

Disposant d'un solide catalogue de revendications précises (les 131 propositions de Marchais), le PCF n'hésitera pas à mobiliser largement pour obtenir

#### **SUITE DE LA PAGE 5**

par l'action, la satisfaction de ces revendications. Du taux du SMIC aux nationalisations, la liste est longue. Cette politique de harcèlement par l'action — ce véritable ministère de la rue — ne peut à terme, c'est du moins là-dessus que mise le PCF — que laminer un PS en position fragile au pouvoir, et contraint de se déterminer continuellement sur chaque revendication réclamée avec les moyens « offensifs » qui sont ceux du PCF aujourd'hui.

Que Giscard ou Mitterrand soient au pouvoir, le PCF pense ainsi avoir les moyens d'avancer dans ce qui reste son objectif : accroître sa propre influence tout en diminuant celle du PS pour parvenir à un renversement du rapport de forces.

#### Dans les luttes

Cette politique, cohérente, n'en est pas pour autant gagnée d'avance, loin de là. Elle implique d'abord une solidité et une homogénéité du PCF qui n'est pas assurée : beaucoup des militants recrutés actuellement le sont sur des bases politiques relativement restreintes, et par conséquent peuvent s'avérer hésitants dans un autre contexte politique, celui de Mitterrand au pouvoir par exemple.

Par ailleurs, les contradictions internes sont loin d'être résorbées : beaucoup de militants critiques s'en vont et d'autres sont exclus. Il n'en reste pas moins que des contradictions, non exprimées publiquement, ou simplement potentielles, subsistent. Le développement de nouvelles perspectives révolutionnaires et le débat avec ces militants est de ce point de vue décisif. Par ailleurs, les méthodes et les thèmes réactionnaires des campagnes actuelles du PCF l'immigration ou l'insécurité laissent nécessairement des traces dans la mémoire populaire.

Pour peu qu'on le rappelle avec quelque force, le PCF pourra difficilement faire oublier à beaucoup qu'il est aussi le parti du bulldozer de Vitry et de la délation de Montigny. Enfin, il y aurait quelque outrance pour le PCF à se faire passer, aujourd'hui comme demain, comme la seule force présente dans les luttes. Les victoires contre le patronat supposent la construction d'une unité des travailleurs pour des luttes qui soient massives et unies, et non pas ponctuelles, sectaires et destinées avant tout à soutenir la stratégie politique du PCF.

Ce dernier subordonne largement la réalisation de ses ambitions politiques à sa présence unique dans les luttes. C'est en étant présent dans celles-ci, en ceuvrant véritablement à leur succès qu'on peut mettre à jour les véritables objectifs du parti de Marchais. Elections professionnelles

# CGT: LE CONTRECOUP



Que la CGT connaisse actuellement de graves contradictions internes, c'est ce qui est apparu encore dernièrement au grand jour avec les débats suscités, au niveau même de la direction confédérale, par le soutien sans équivoque apporté par les principaux dirigeants de la centrale au candidat Marchais.

Autre symptôme des difficultés que traverse la CGT : la chute des effectifs. Certains, parmi d'anciens responsables confédéraux ont avancé des chiffres portant sur plusieurs centaines de milliers d'adhérents perdus en trois ans.

Mais un autre phénomène s'est fait jour ces derniers temps : une nette tendance au recul de la CGT à l'occasion des élections professionnelles.

Dans la région Rhône-Alpes à Rhône-Poulenc et RVI, les pertes se situent dans une fourchette de 3 à 8 %; à Chausson Gennevilliers, la CGT recule d'un seul coup de 17 %. Les élections au niveau national font apparaître une même tendance. Par exemple à la SNCF, la perte est de plus de 3 %.

Quelle est l'importance de ce phénomène et comment

Quelle est l'importance de ce phénomène et comment l'interpréter ? C'est ce sur quoi nous avons voulu enquêter dans diverses régions de France. Nous donnons ici une première information sur les résultats à la SNCF, dans les Pays-de-Loire.

résultat des élections professionnelles qui sont déroulées dans plusieurs grandes entreprises de d'être Loire-Atlantique vient connu: dans l'ensemble, la CGT enregistre un tassement significatif et le report des voix s'effectue en direction de la CFDT. Le cas le plus parlant est celui de la SNCF. Majoritaire à l'échelle nationale, la CGT l'est aussi à Nantes contrairement à ce qui présente localement dans les autres secteurs, comme la métallurgie ; cependant, la CFDT enregistre chez le personnel roulant une progression de 13 % et dans le personnel d'entretien et aux ateliers, une progression de 15 % et cela au détriment de la CGT. FO quant à elle ne progresse pas et subit même un léger tassement. Ces résultats s'ils

sont partiels n'en sont pas moins significatifs.

Cela démontre que les arguments anti-cédétistes ont eu finalement assez peu de portée. Les débrayages en fin de poste vendredi pour l'automobile française, les appels contre le bradage et le cassage de l'outil industriel français ont peu fait recette et surtout ils n'ont pas permis de prouver concrètement en quoi seule la CGT défendait les travailleurs. Mais interrogés dès le lendemain des élections des travailleurs syndiqués CGT ou traditionnellement proches de la centrale, indiquaient qu'ils avaient voulu nettement marquer leur désaccord avec la politique anti-unitaire menée par Georges Séguy ces derniers mois. « La division ne mène à rien, polémique va trop loin », tels

sont les arguments les plus courants. Et plus précisément, c'est le PCF qui s'en trouve visé. Curieusement, peu d'apparitions proprement CGT se seront faites ces dernières semaines. Ce sont les cellules du PCF qui ont pour l'essentiel préparé et mené les élections professionnelles. Au lendemain des résultats, alors que la CGT restait muette, ce sont les cellules du PCF qui publiaient un tract déplorant « les résultats catastrophiques de la campagne anti-communiste de Mitterrand, Maire et Bergeron contre la seule centrale des travailleurs ».

A l'évidence, il y a la manifestation d'un entêtement sectaire mais surtout cette offensive est suscitée par les divisions importantes qui traversent l'appareil CGT au niveau local et départemental. Si le PCF est obligé de faire passer par ses cellules la « ligne » officielle du syndicat, c'est qu'il n'a plus le consensus suffisant à l'intérieur. Déià, en avril dernier, Rousselot, responsable de l'Union départementale CGT avait marqué son opposition à la division, en signant l'appel de l'union dans les luttes. était, disait-on soutenu par Georges Prampard, secrétaire de PUD CGT

Cela n'avait pas empêché en septembre la cassure de l'unité CGT-CFDT après le discours d'Edmond Maire à Nantes, jugé alors polémique et impropre à permettre cette unité. Edmond Maire, traçant une croix sur les oppositions existant dans la CGT, attaquant violemment le « rouleau compresseur communiste » il était difficile pour ses

militants de résister longtemps aux pressions du PCF. Mais s l'opposition a cessé de se manifester au grand jour, elle s'est poursuivie de manière âpre, dans es structures elles-mêmes. Aujourd'hui Rousselot et la majorité des permanents de l'UD CGT seraient en passe de perdre leur position. Sous les prétextes les plus divers, allant des critiques techniques aux calomnies poli-tiques les plus variées le PCF mène un travail de sape pour isoler ces cadres de la base. Le vote de protestation aux élections professionnelles est-il de nature à contrecarrer la politique du PCF? Telle est la question que l'on peut se poser.

Mais en tout état de cause, se trouve aussi reposée la ques tion de l'attitude que doit avoir la CFDT aujourd'hui localement. que traditionnellement unitaires, les instances régionales CFDT ont peu fait jusqu'à présent pour éviter que les militants ne s'enferrent dans la polémique. Alors, faut-il profiter de ces élections professionnelles pour afficher un triomphalisme sectaire ou faut-il rechercher l'unité avec les militants et cadres CGT qui tentent de résister aux pressions du PCF, voilà la question qui doit être tranchée désormais. La lutte de l'INSEE (voir PLS Nº 33) doit une bonne part de sa popularité d'ailleurs au fait qu'elle se mêne dans l'unité, qu'elle tranche avec l'échange stérile d'invectives et d'injures qui a miné le travail des sections CGT et CFDT ces derniers mois. C'est sans doute la voie à suivre

Correspondant



#### Interview de Jean-Claude Guérin secrétaire national à l'action syndicale du SGEN-CFDT

Les enfants immigrés sont parfois en nombre important dans les écoles. Certains y voient une des causes principales des retards scolaires.

Il va sans dire que des problèmes se posent quand on réunit dans une même classe des gosses de nationalités, de cultures, de milieux familiaux très différents comme c'est le cas très souvent, par exemple dans les villes de banlieue. Comment pourrait-il en être autrement?

Cela dit, il y a différentes façons de poser ces problèmes. Quelles solutions peuvent y être apportées ?

Nous avons interviewé un responsable du SGEN-CFDT à ce propos.

#### Propos recueillis par Gérard PRIVAT

Les campagnes du PCF contre les travailleurs immigrés ont suscité de nombreuses désapprobations. Comment les analysez-vous au SGEN ? A quelles réflexions et prises de position ont-elles donné lieu ?

Au SGEN, nous sommes inquiets de la tournure prise par les événements depuis l'attentat de la rue Copernic. Pour nous, cet attentat était le résultat d'une campagne où l'on parlait déjà de quotas. On a bien sûr appelé à manifester, à riposter. Mais on pense que d'une certaine manière, Copernic masquait un peu les autres racismes. Il nous semble que le contexte politique, social et économique actuel favorise d'une certaine manière le développement des idées racistes.

Au plan politique, nous pensons que les élections présidentielles ne donnent pas forcément une véritable perspective politique. Il y a une certaine inquiétude politique, les gens ne savent pas exactement où ils vont. Il y a le chômage; il y a le

Il y a le chômage ; il y a le thème de l'insécurité mis par exemple en avant, par Peyrefitte en particulier qui valorise les phénomènes de violence...

Ajouté à cela, il y a pour nous le problème particulier du malaise des jeunes qui se traduit d'ailleurs aussi par des phénomènes de violence, de refus, de ras-le-bol. Tout cela donne une sorte de terreau sur lequel n'importe quoi peut se développer.

A partir de là, tout ce qui va dans le sens de flatter, de développer, accentuer tout ce qui peut exister comme idées arriérées en s'appuyant sur le mécontentement diffus qui existe dans les masses populaires est extrêmement dangereux. Ce que fait le PCF en ce moment nous semble être le reflet assez exact de tout ce qui peut exister dans les couches populaires d'ambigu par rapport aux immigrés dans cette période de crise. Nous avons évidemment condamné ces actes.

Pour nous, les phénomènes de violence, de racisme... s'expliquent par la situation économique et sociale. Le gouvernement ne fait bien sûr rien pour combattre ces phénomènes mais au contraire les encourage. Il s'en sert pour mettre en place des mesures restrictives vis-à-vis de l'immigration et les mesures autoritaires du type « loi Sécurité et liberté ». Il ne s'agit donc pas de dédouaner le pouvoir.

Cela dit, l'attitude du PCF nous a encore plus inquiétés car si on n'attend rien du pouvoir, on était en droit d'attendre autre chose du PCF qu'un encouragement à la xénophobie.

Cela nous touche d'autant plus au SGEN que les dernières affaires à propos de la drogue ont été l'occasion de dénoncer des jeunes lycéens alors qu'à notre connaissance, c'est loin d'être aussi évident que cela.

Sur les problèmes de l'école plus particulièrement, quelle analyse faitesvous des positions actuelles du PCF?

Pour nous les problèmes posés par la présence d'enfants immigrés en nombre important dans les écoles sont tout à fait réels. voudrais dire une chose importante d'entrée de jeu. Les difficultés particulières que ren-contrent les jeunes immigrés sont à mettre en relation avec celles rencontrées par d'autres jeunes issus de couches populaires françaises. Je veux dire que, premièrement : les difficultés sont différentes suivant les nationalités (Maghrébins, Turcs, Portugais...). Deuxièmement : ces difficultés sont proches de celles que rencontrent des jeunes Français d'origine populaire. Le phénomène de l'échec scolaire ne touche pas seulement les jeunes immigrés, mais l'ensemble de ces couches populaires. Troisièmement, la réforme à l'école

élémentaire et au collège a abouti au mélange dans les classes de toutes ces difficultés, ce qui fait que la situation est difficile à vivre aussi bien pour les enfants que pour le personnel enseignant.

Face à cette situation, au lieu de chercher les moyens de prendre en charge ces difficultés pour les résoudre, toute la campagne du PCF dévie les responsabilités. Pour eux, c'est réglé : s'il y a échec acolaire, c'est parce qu'il y a trop d'immigrés, trop de violence...

Pour nous, les choses sont claires: violence, immigrés, échec scolaire, ce n'est pas une équation. En tout état de cause, l'échec scolaire est provoqué par l'ensemble du système et non par l'existence de telle ou telle catégorie.

On sait bien que le PCF ne défend pas les mêmes thèses que Beuilac. Il n'empêche que ça aboutit au même résultat, qui est de dire : il y a des gosses qu'il faut traiter différemment. En l'occurrence cela se traduit par : il faut mettre les immigrés à part pour ne pas empêcher les jeunes Français de progresser. Cela nous paraît être une nouvelle formule d'inégalité.

Parmi les enseignants, comment cela est-il res-

Il est vrai que cela pose pro-

Pour le Socialisme - 7

## immigre*r*

blème parmi les enseignants. Le corps enseignant - même si traditionnellement il vote à gaun'a pas toujours forcément un comportement massif de gauche. L'attitude du PCF renforce, c'est certain, toute la partie des enseignants qui ne se posent pas trop le problème de savoir comment ils peuvent changer les choses mais qui, étant eux-mêmes touchés par une situation souvent difficile ont tendance à chercher des boucs émissaires. Par rapport à cela, on a l'impression nous au SGEN, de ramer à contre-courant.

On entend parfois dire:
nous ne sommes pas d'accord avec les moyens employés, mais sur le fond, le
PCF a raison, il a le courage de poser les vrais problèmes. Que pensez-vous
de cette manière de voir ?
A votre avis, quels sont les
vrais problèmes ?

Sur le plan des moyens employés, c'est inacceptable. Sur le plan de ce que ça révèle comme attitude, c'est également inacceptable. Entendons-nous bien l Sur le fond, le PCF n'a pas raison non plus. Par contre, c'est vrai que tout cela révèle des problèmes qui existent réellement.

Quela sont-ils cas problèmes ? D'abord, l'école n'est pas en dehors de la société. Elle subit les contraintes de la société. Par exemple quand une école se trouve recruter avec les mêmes moyens que les autres, une forte minorité, voire une majorité d'enfants immigrés, il est vrai qu'elle ne peut pas répondre aux problèmes spécifiques qui lui sont alors posés.

Ensuite, il y a le milieu familial : il y a des familles qui vivent dans des conditions sociales très difficiles (chômage par exemple) ; il y a des parents qui sont analphabètes au sens où ils ne possèdent aucune culture, ni de leur pays d'origine, ni de la France. Du coup les gosses sont dans un milieu complètement aculturé. Il y a des parents qui ne possèdent que la culture de leur pays d'origine et là on imagine les problèmes que cela pose avec les gosses qui sont éduqués « à la française ».

Il y a aussi un phénomène que l'on maîtrise très mal, c'est celui de ce que l'on appelle la deuxième génération.

Tout cela, ce sont des problèmes que l'école devrait pouvoir prendre en charge, mais elle ne le peut pas. Parce que les enseignants ne sont pas formés pour cela d'abord; parce que ces différences-là ne sont pas reconnues dans l'école, elles ne sont pas acceptées; et parce qu'aucun moyen spécifique n'est dégagé pour faire face à cette situation.

Par exemple, il faudrait pour répondre à certaines situations avoir des classes à très faible effectif, d'une même nationalité, où l'on puisse dispenser un enseignement dans la langue d'origine...

En plus, ces jeunes vivent dans des cités ou rien ne leur est offert, si ce n'est parfois des MJC qui de toutes façons ne correspondent pas à leurs besoins. On connaît bien les phénomènes qui se développent à partir de là.

Pour finir, je dirais qu'une partie de ces gosses sont en situation d'échec scolaire, se sentent donc rejetés par l'école, ce qui entraîne chez eux des attitudes de rejet, de vengeance vis-à-vis de l'école. Voilà en gros les types de probèmes auxquels nous sommes confrontés.

Je voudrais dire autre chose, qui peut sembler une boutade mais qui n'en est pas une : on connaît des écoles où il y a 40 % ou 60 % d'enfants qui sont soit d'origine suisse (c'est ce qui se passe du côté de Chambéry), soit d'origine suédoise, anglaise ou autres comme par exemple dans les écoles du 16ª arrondissement de Paris ou dans les quartiers

faisait avec les gosses de paysans pendant une époque, l'école fonctionnant pour détruire la culture d'origine paysanne, les langues régionales. Ceux qui acceptaient passaient bien dans le moule. Les autres, c'étaient les cancres, qu'on montrait du doigt, à qui l'on attachait un sabot autour du cou quand ils pariaient dans leur langue. Il y a bien sûr des différences énormes entre les deux situations mais, quant au fond, c'est le même phénomène.

Tout cela est très important pour nous parce que nous refuson, en ce qui nous concerne, les « solutions » spécifiquement immigrés. Par exemple, on refuse de faire des écoles pour les enfants arabes. On ne veut pas reproduire de ghettos à l'école. On veut rechercher des mesures spécifiques pour les enfants qui en ont besoin, qui sont les enfants issus des classes popu-

que l'on soit enfant de cadre supérieur ou d'employé et d'ouvrier. 75 % des enfants de cadres ou niveau assimilé suivent un développement « normal » en sixième, alors qu'ils ne sont que 30 % chez les enfants d'ouvriers.

Nous pensons qu'une école qui donne la même chose à tout le monde est fondamentalement inégalitaire. C'est-à-dire que sous prétexte d'égalité, elle renforce en fait les inégalités. D'où notre idée : si l'on veut aller dans le sens de l'égalité, il faut que l'école soit inégalitaire.

Ensuite, c'est en termes de contenu. A partir du moment où une école a plus de moyens, elle peut assumer les différences, fournir aux gosses ce dont ils ont besoin.

Reste a définir bien sûr ce dont ils ont besoin. On a quelques idées là-dessus, mais c'est vrai que ce n'est pas très facile. d'expériences ne doit pas être facile à réaliser, que de nombreux problèmes, notamment de moyens doivent se poser. Y-a-t-il déjà des expériences en cours, comment les avezvous réalisées ?

Les ZEP doivent avoir un tatut dérogatoire. Il faut des

On imagine que ce genre

statut dérogatoire. Il faut des enseignants volontaires, motivés pour faire cela. Ensuite, il faut un nombre d'enseignants supérieur à celui qui existe dans les écoles classiques pour qu'ils puissent travailler en équipe et avoir des effectifs réduits dans leurs classes. C'est la condition pour qu'ils puissent s'occuper vraiment des enfants. Cela suppose également un personnel éducatif composé d'assistantes sociales, d'instituteurs, de professeurs, de surveillants, d'animateurs connaissant le milieu d'origine pour valoriser la culture d'origine des gosses.

Les premières expériences ont été faites à l'étranger, en Angleterre par exemple. Cela existe dans quelques endroits en France. On s'est servi d'une circulaire de mars 1977 sur l'habitat et la vie sociale diffusée dans le cadre 7º Plan. Cette circulaire indiquait qu'il pouvait y avoir des opérations expérimentales en termes d'environnement, axées au départ sur les problèmes des grands ensembles. Cette circulaire nous donne des possibilités pour créer des ZEP. Notre consigne en ce moment, c'est de dire : il devrait y avoir au moins une ZEP par département.

Nos camarades de Trappes travaillent en ce moment sur une étude sociologique sur les catégories professionnelles des parents, le nombre moyen d'enfants par famille. les allocations et aides sociales, le type de logement, le pourcentage d'enfants de travailleurs immigrés... Sur cette base, ils vont demander la création d'une ZEP à Trappes. A Dunkerque et Nancy, les copains travaillent aussi là dessus. Il y a une ZEP qui fonctionne depuis un certain temps à Gennevilliers. On a des exemples de réalisation même si tout n'y est pas parfait, qui montrent que notre idée n'est pas une utopie, que c'est réalisable. Nous avons des partenaires privilégiés avec qui nous travaillons, c'est la CSF et la CSCV. Par ailleurs nous es-sayons de travailler avec les associations de travailleurs immi-

Tout cela part d'une logique qui vise à prendre les problèmes en charge et qui veut reconnaître les différences en les faisant s'exprimer à l'école.

Il est évident que du côté gouvernemental, on aurs un certain nombre de difficultés. Tant que ça reste au niveau expérimental, ça va. A partir du moment où l'on voudra généraliser, il est évident qu'on aura des bâtons dans les roues. Il reste en tout état de cause que nous faisons concrètement la démonstration qu'une autre logique est possible même si tout ne se résoud pas d'un seul coup.



des ambassades ; dans ces écoles, on ne constate pas de phériomène de rejet. On peut constater ça même avec des enfants d'origine maghrébine. Leur environnement ne pose pas de problèmes, leurs écoles ne souffrent pas de manque de moyens...

Comment le SGEN se situe-t-il par rapport à l'ensemble de ces problèmes ? Dans quelle logique placet-il son action ?

Les raisons en fait se trouvent bien là : environnement social et culturel d'une part, manque de moyens adaptés dans l'école d'autre part. Encore une fois je voudrais souligner ce qui nous paraît fondamental au SGEN: nous ne différencions pas ces types de problèmes de ceux qui nous rencontrons pour l'ensemble des catégories sociales populaires, même si, bien sûr, chaque problème est par définition particulier. En dernière analyse, le problème est celui de la situation que fait l'école aux jeunes d'origine populaire. D'une cartaine manière, on pourrait comparer ce qui se passe avec les gosses immigrés à ce qui se laires et parmi lesquels se trouvent les immigrés.

On voit bien le type de problèmes posés et leur complexité. Maintenant, quelles solutions peuvent être trouvées ? Le SGEN a certainement réfléchi à cela. Que propose-t-il ?

Nous avons à ce sujet une proposition à faire, cela s'appelle les ZEP (zones d'éducation prioritaire). La définition est en gros la suivante : jusqu'à présent, l'école veut apporter la même chose à tout le monde. Cela veut donc dire que la soi-disant égalité de l'école supposerait que tous les enfants soient les mê-Nous ne sommes pas d'accord avec cela. Nous pensons que chaque enfant est différent des autres, cette différence n'impliquant évidemment aucune notion d'infériorité ou de supériorité. Sur les plans affectif, psychologique, physiolo-gique, chacun est différent. L'école devrait reconnaître ces différences. Elle ne le fait pas. Sans parler évidemment des différences d'origine sociale. Les résultats scolaires de ce point de vue sont forcément différents selon

Prenons un exemple quand même : des gosses immigrés ont des difficultés de langage compte tenu de la situation de leurs parents. On doit leur fournir un enseignement adapté à cette situation et qui tienne compte de leur culture d'origine pour qu'ils puissent être à égalité avec les jeunes Français. Cela veut dire des classes de 10 à 15, où l'on fera de l'initiation à la langue française, où l'on repartira à zéro. En même temps, on doit offrir à ces jeunes un enseignement dans leur langue d'origine. Justement pour ne pas que l'école fonctionne en termes soit d'assimilation, soit de retour. Ils sont dans une situation particulière ; ils doivent pouvoir faire le choix soit de s'assimiler, soit de retourner dans leur pays, ce qui dens un cas ou dans l'autre devrait être leur droit le plus strict.

On voudrait empêcher que l'enseignement soit conçu dans leur direction, soit pour les assimiler, soit pour les pousser au retour suivant les besoins du moment et l'évolution de la crise. On sait que ce n'est pas facile, mais c'est notre idée de base, elle nous semble la bonne.

## Domaine des Buis, pays de Montbéliard

# DES LOCATAIRES QUI NE S'EN LAISSENT PAS COMPTER

Valentigney, pays de Montbéliard. Au domaine des Buis, les locataires bloquent les charges de chauffage depuis décembre 1980.

L'animateur de ce mouvement ? L'Association des Résidents des Buis (ARDB). En face ? Le nouveau propriétaire, la SAFC, et son principal actionnaire qui n'est autre que Peugeot. La réalisation des projets de ce redoutable tandem aurait comme conséquence une nette aggravation des conditions de vie des locataires, et une division du quartier. C'est contre tout cela que la lutte s'est engagée.

E qui a fait déborder le vase, aux Buis, c'est l'annonce par la SAFC d'une augmentation de 30 % des charges de chauffage au 1" décembre 1980 et de 25 % à 30 % minimum au 1" mars 1981. Cette hausse est d'autant plus inadmissible que, dans la région, les salaires sont en baisse du fait des jours chômés que subissent les travailleurs de Peugeot, ainsi que des usines de sous-traitance.

Par ailleurs, cette hausse est la conséquence de la politique gouvernementale qui consiste à taxer lourdement le fuel domestique. La SAFC participe à cette politique en choisissant comme combustible le fuel lourd, vendu en marché libre à Amsterdam,

au prix fort, et en refusant tous travaux d'isolation et de réfection des canalisations d'eau chaude.

Mais ce qui n'est pas supportable non plus, c'est la remise en cause des acquis de plusieurs années de lutte. Car cela fait huit ans que l'ARDB a été créée. Et après cinq ans de lutte, dont une année entière de négociation, un protocole d'accord avait été signé en mai 1978. Dans cet accord, les propriétaires s'engageaient à ne faire payer aux locataires que 35 millions de rappel de charges, sur 165 réclamés auparavant, à effectuer les réparations rendues indispensables par la vétusté des bâtiments comme le remplacement des robinetteries, des boutons

d'allumage, la remise en état des logements, jusqu'alors à la charge des locataires, enfin à mettre en place un plan de rénovation, pour un mieux vivre dans le

quartier.

Or, le 13 mars 1980, la SAFC a tenté un véritable coup de force en suspendant le protocole d'accord et en refusant le plan de rénovation.

#### Une riposte de masse

Pour l'ARDB, dans la lutte qui s'engage, il est important que toute action ait un caractère de masse, qu'elle soit menée avec la majorité des locataires, qui décident démocratiquement. Ainsi, depuis sa création, l'ARDB ne cesse de lancer des appels pour que les locataires prennent des responsabilités au sein du comité. Pour ce faire, l'ARDB veille à ce qu'une information permanente soit assurée, par tracts, par voitures sono, ou par des réunions d'information.

C'est ainsi que, début décembre, les locataires sont venus voter dans une estafette stationnée sur la place du quartier. Sur 900 locataires, 523 décident une action de blocage des charges de chauffages. Les modalités de cette action sont aussitôt décidées: les locataires viennent payer la totalité du loyer et des charges à une permanence où un reçu leur est donné. L'argent est déposé dans une banque mutuelle qui reverse la partie loyer et autres charges, et garde sur un compte bloqué la partie charges de chauffage. En décembre, 274 locataires bloquaient ainsi leur charge de chauffage.

D'après notre correspondant de Montbéliard

#### Pas d'APL!

Mais la lutte dépasse le seul problème de l'augmentation des charges de chauffage. En effet, pour l'opération de rénovation initialement prévue, une étude avait été faite, et le coût des travaux établis. Une subvention de l'Etat est nécessaire, mais celui-ci ne la lâcherait qu'à condition que soit mis en place un conventionnement APL. Et c'est là que le bât blesse.

La mise en place conventionnement APL (Aide personnalisée au logement) signifierait en effet la suppression de l'Allocation logement, qui touchait plus de locataires que l'APL. Elle signifierait par ailleurs une augmentation de 30 % et 40 % des loyers, augmentation versée à l'Etat par l'intermédiaire du Fonds National de l'Habitat, subventionnerait échange... 12 % des travaux de rénovation des logements. Elle signifierait enfin une division du quartier. Car pour bénéficier de l'APL, il faut avoir des revenus très bas, et sur le quartier, 529 locataires — en majorité des ouvriers — sur 1 200 ne pourraient en bénéficier

Pour l'ARDB, il faut se bettre pour que le quartier reste un quartier populaire, où les gens aient envie de rester. Il faut refuser cette division qui renforcerait les zones ghettos.

Dans l'affaire, la SFAC se montre largement à la hauteur de son principal financier, Peugeot : ce dernier veut casser le mouvement syndical dans l'usine, pour mieux faire passer ses mesures de restructuration et de chômage. La SFAC, quant à elle, veut casser l'unité, la mobilisation qui se développe aux Buis, pour faire passer ses plans d'augmentation des loyers et des charges.

Pour faire pression, la SFAC n'a pas hésité à envoyer la veille de Noël, à chaque locataire qui bloque les charges, un huissier avec un commandement à payer de 382 francs. Cette opération Père Fouettard, qui a coûté un million, n'aura servi qu'à rendre les locataires plus déterminés.

Au cours de ces deux premiers mois de lutte, l'ARDB a fait le maximum pour que tous les locataires soient concernés. chaque attaque, un tract est fait, des réunions organisées, au cours desquelles des problèmes nouveaux sont débattus, comme celui des facturations d'eau, de l'unité d'action avec des co-pro-priétaires du quartier qui constatent des augmentations abusives de leurs charges. Une question importante se pose : celle des locataires qui n'arrivent plus à payer leur loyer. Comment donner une dimension collective à toutes ces situations particulières, de plus en plus nombreuses i

#### Le soutien se développe

Au cours de ces réunions, on fait aussi le point du soutien apporté par les organisations syndicales et politiques.

Il faut noter par exemple, que l'action de blocage sur le domaine des Buis se trouve renforcée par l'action lancée par les Associations Syndicales des Familles, qui dénoncent la politique gouvernementale en matière de logement et de taxation du fuel domestique, et qui appellent à bloquer 100 francs sur le chauffage. Il faut savoir aussi que deux amicales adhérentes de la CNL avaient mené l'an dernier des actions de blocages des loyers, qui ont abouti à une révision des contrats de chauffage.

Du côté des syndicats, le SNI, le SGEN, la section CFDT, la section CFDT de la DDASS travailleurs sociaux, ont apporté leur soutien. L'UL-CFDT a dénoncé la politique gouvernemen-

Enfin, après s'être fait attendre, la municipalité de Valentigney vient d'apporter son soutien à l'action des locataires, et se prononce contre le principe de l'APL. Mais, si pour la composante PCF et PSU de la municipalité, il faut agir avec les locataires pour obtenir des financements du plan de rénovation sans APL, la majorité PS constate, tout en le déplorant, qu'une rénovation ne peut se faire sans APL, que le refus de l'APL supprime ipso facto l'aide de l'Etat.



Cette rubrique est destinée à recevoir les points de vue et les contributions, concernant les nouvelles orientations du Parti. Ce sont des camarades qui s'y expriment et non encore le Parti lui-même, dont le IV\* Congrès délimitera le contenu exact de ces nouvelles orientations. C'est donc dans ce cadre que nous poursuivons la publication d'une série d'articles de Max Cluzot.

## POURQUOI LES NOUVELLES ORIENTATIONS?

II - Actualité du communisme, déroute de l'économisme.

OUS avons vu, à travers quelques approches rapides et insuffisantes, l'importance de l'implication critique dans une tradition, la tradition marxiste-léniniste. Avant d'aborder, de manière plus concrète, les conséquences pratiques des nouvelles orientations, leur portée, leur signification, il faut rapidement indiquer en quoi elles ne constituent pas un simple point d'aboutissement d'un itinéraire idéologique, une simple problématique dessinée à partir d'une expérience intéressante sans doute, mais un peu limitée, par le caractère restreint du sujet qu'elles concerneraient : les forces marxistes-léninistes, ou du moins la partie d'entre elles qui s'engage dans une tentative de redéfinition globale.

A dire vrai, les nouvelles orientations, et la définition qu'elles proposent de l'identité révolutionnaire aujourd'hui, ont une prétention beaucoup plus vaste que le seul souci d'adapter une référence historique et théorique à la réalité, de rajeunir un dogme, en le légitimant du même coup, elles visent à fournir la substance d'une stratégie révolutionnaire correspondant à la réalité concrète de la formation sociale française. Elles résultent d'une contradiction, qui est sans doute l'élément le plus déterminant dans l'analyse de la vie politique de notre pays: la contradiction entre les exigences, les aspirations, les luttes porteuses du nouveau et le caractère inadapté, archaïque, tronqué et manipulateur des réponses et des traductions politiques qu'elles reçoivent.

C'est bien cette contradiction que visent à résoudre les nouvelles orientations. Tout se passe — ou plutôt tout s'est passé depuis une bonne dizaine d'années comme si le nouveau ne parvenait pas à se frayer son chemin, c'est-à-dire ne parvenait pas encore à se traduire en termes proprement politiques, et se

trouvait morcelé, dévoyé, capté par des idéologies, des organisations ou quasi-organisations qui tendaient à en dissoudre le pouvoir subversif et en limitaient, dans le meilleur des cas, l'expression en termes strictement culturels — dans le même temps où le champ proprement politique contenait, récusait, dénaturait ces aspirations et cette réalité du nouveau.

Qu'entendre par là ? Par nouveau, nous voulons désigner trois modalités essentielles qui dessinent caractère profondément conflictuel de la société dans laquelle nous vivons : la contestation du rapport au travail productif, la contestation du rapport aux pouvoirs, la remise en cause des relations interindividuelles et du système des relations sociales. Ces trois grandes formes de contestation ne s'expriment pas encore dans leur unité, mais ne nous y trompons pas, s'il existe quelque part un facteur de transformation radicale, c'est-à-dire révolutionnaire, de cette société, c'est bien là qu'il faut le chercher, et le sujet historique de cette transformation se trouve nécessairement au point de rencontre de ce système de contradictions dans la mesure où une nouvelle culture politique peut se faire jour en constituant l'unité de ces contraires et en la traduisant en stratégie.

Rapport au travail, c'est bien sûr la remise en cause du procès du travail tel que l'a perfectionné le capitalisme moderne, le rejet du travail parcellisé, de la chaîne, de la séparation poussée à son point extrême entre conception et exécution, qui concerne des masses de plus en plus importantes non seulement d'ouvriers spécialisés et de manœuvres, mais aussi d'ouvriers qualifiés aujourd'hui, et au-delà de la classe ouvrière, d'employés et de techniciens.

Cette remise en cause, que la bourgeoisie tente de conjurer par quelques astuces dans l'organisation du travail, sans bien sûr pouvoir la résoudre quant au fond, s'est exprimée dans les luttes d'O.S. il y a quelques années, mais elle explique aussi le rejet du travail dans une partie de la jeunesse, certains phénomènes d'absentéisme. Elle trouve un écho, dans ce qui n'est qu'un symptôme de cet état de fait, mais non un moyen de la transformer, la revendication autogestionnaire, dont se sont bruyamment emparées toutes les formations de gauche, pour colorer d'un zeste leurs propres propositions, qui ignorent l'essentiel de cette revendication, pour la bonne raison qu'elles se construisent sur la définition existante du procès du travail.

C'est encore cette remise en cause à laquelle tentent de répondre les idéologues modernistes de la bourgeoisie en proposant une coupure entre un moment mort et stérile de la vie au travail, tribut payé à l'inflexible société moderne et des tas d'activités intéressantes et autogérées, le travail proprement dit terminé.

C'est aussi cette contradiction, qui touche au plus profond l'organisation capitaliste de la société, que viennent aggraver, sans la dissimuler les profondes perturbations apportées au marché de l'emploi, par l'extension des catégories hors-statut, par la généralisation du recours au travail intérimaire, des contrats à durée limitée, ajoutant l'insécurité à l'ennui et à la négation du pouvoir d'initiative des travailleurs. Le recours aux techniques les plus sophistiquées ne fait pas disparaître, mais au contraire souligne davantage encore les contradictions du procès du travail capitaliste.

Certes, cette réalité est la conséquence de la course au profit, de la propriété privée des moyens de production, elle s'inscrit entièrement dans leur logique, mais la socialisation des moyens de production ne signifie pas, du même coup, la remise en cause de l'organisation capitaliste du travail. C'est pourquoi, s'il est vrai que le rapport au travail est bien un point sensible de la contestation du capitalisme, on ne peut développer positivement cette contestation en se bornant à préconiser la socialisation des moyens de production ; il s'agit de bien éclairer en quoi le socialisme doit signifier nécessairement une remise en cause fondamentale du procès du travail, de bien mesurer à quel point cela constitue un enjeu, car qui s'engagera dans la lutte pour retrouver, sous une forme voisine, dans une société différente, le même rapport au travail ?

La réponse n'est pas, loin de là. entièrement contenue dans la question: pour qui produire? Qui est propriétaire des moyens de production? Qu'on le veuille ou non, l'actualisation de la contradiction fondamentale du capitalisme s'effectue bien sur le terrain du rapport au procès du travail lui-même. Et à cette attente, on ne saurait uniquement répondre par l'abstraction d'un collectif trop vaste, trop médiatisé par rapport au vécu concret du travailleur lui-même ou de la collectivité de l'entreprise : la classe, devenue maîtresse de ses moyens de produire, sans que, dans le même temps , les conséquences précises de cette appropriation sur le procès du travail ne soient envisagées.

Bien sûr, sauf à tomber dans l'utopie, on ne peut détailler maintenant les formes concrètes de cette appropriation, mais la reconnaissance, pleine et entière, des aspirations qui se font jour, des luttes qui les portent comme éléments fondamentaux de la critique du capitalisme, et non comme simples manifestations, comme autant de phénomènes d'une réalité plus profonde, mais pas encore perçue par les masses, constitue déjà un commencement nécessaire.

(à suivre)

Max CLUZOT



Le PCR à TRIBUNE LIBRE

# CE QUI RETARDE SUR LA VIE, C'EST LA REPONSE EN TERMES DE REFORMISME

Nous publions ici de larges extraits de l'émission.

La campagne électorale pour l'élection présidentielle est maintenant bien engagée.

Je voudrais vous demander quel est l'enjeu de cette élection et son importance ?

Jacques: Vous savez, nous sommes des révolutionnaires, aussi nous n'attendons pas des élections organisées dans le sysun changement tème actue!

véritable de société.
Pourtant, ces élections sont importantes à plus d'un titre ! Depuis 7 ans, le nombre des

chômeurs a été presque multiplié par 5 ; les prix ont doublé et le pouvoir d'achat lui a diminué.

Or, depuis 7 ans, on nous a promis la fin des difficultés, on nous a dit que tout allait s'arranger, et bien sûr, ce n'était pas vrai ; le pouvoir giscardien n'a cessé de mentir...

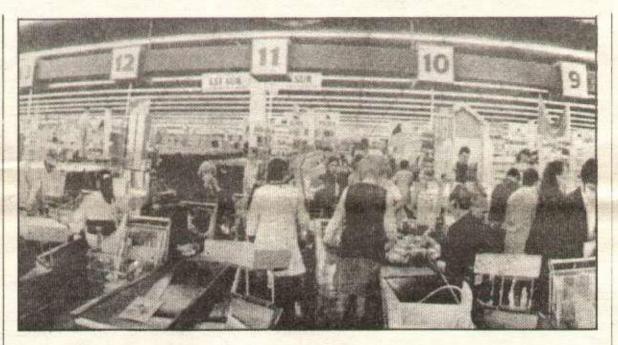
Voilà l'occasion de renvoyer Giscard-la-crise et Barre, l'ho le plus détesté par travailleurs. Cette occasion, il ne faut pas la manquer.

Mais Giscard, c'est aussi une menace grave pour les libertés, pour les droits élémentaires des travailleurs. C'est le projet Sécurité et Liberté, c'est le renvoi des magistrats pas assez souples. c'est l'attaque contre le journal Le Monde, c'est le licenciement des délégués et des syndicalistes, chaque fois que les patrons le demandent, c'est aussi les scandales et les bavures policiè-

Imaginez ce que 7 ans de plus avec Giscard pourraient signifier comme répression des luttes et atteintes aux droits fondamen-

Giscard, ce n'est pas seule-ment la mise en coupe réglée de la France au profit du grand patronat. C'est aussi une politique internationale dangereuse.

Rappelez-vous ce voyage à Varsovie, où pour se rendre intéressant, il est allé serrer la main à Brejnev qui venait d'envoyer ses chars à Kaboul. Ce sont les initiatives que personne



La hausse des prix des produits de première nécessité, une des réussites du régime.

ne reprend, les aventures au Tchad, l'aveuglement sur la polilique soviétique en Europe, la complicité avec les régimes fascistes d'Amérique du Sud.

Alors pour toutes ces raisons, il faut battre Giscard, et au tour de l'élection présidentielle, voter pour le candidat de gauche qui lui sera opposé.

 Mais la perspective de remplacer Giscard par Mitterrand n'est pas très enthousiasmante 7

René: Certes non, ce n'est pas Mitterrand qui conduira la France au socialisme.

D'ailleurs son succès aux présidentielles laissera encore bien des choses dans le flou.

Avec qui gouvernera-t-il ?

 Comment composera-t-il avec un parlement à majorité de

Tout cela est bien incertain Mais, il ne peut faire pire que Giscard ! Il est même possible qu'un coup d'arrêt soit donné aux mesures les plus répressives que vient de prendre le pouvoir discardien.

Et surtout, une victoire de la gauche changerait la situation politique et sociale. Une dynamique nouvelle des luttes peut voir le jour. Et alors, il faudra bien entendre les revendications les plus pressantes des travailleurs.

C'est pour cela qu'entre Giscard et Mitterrand, entre ces hommes bourgeois, choix est tout de même possible.

Voter pour la gauche, c'est aujourd'hui rendre plus facile le déclenchement des luttes de demain, des luttes sans lesquelles rien ne peut jamais être obtenu.

Quel que soit le résultat des élections, il ne sera pas facile d'engager l'action. Comment analysezvous ces difficultés ? Comment rassembler les conditions favorables pour les luttes ?

Jacques : Bien sûr, le principal obstacle aux luttes, c'est la droite et son gouvernement.

Mais la droite serait moins arrogante s'il y avait un minimum d'unité dans la riposte.

que constatons-nous? C'est que les divisions de la gauche se répercutent de façon catastrophique parmi les travailleurs. Les polémiques, les coups bas et les exclusives aboutissent trop souvent à la paralysie de l'action revendicative, à la dispersion de la lutte contre la hausse des prix et le chômage.

C'est cela gu'on ne peut plus supporter : à la division il faut opposer l'union dans les luttes.

#### ► C'est-à-dire ?

Jacques : C'est-à-dire essayer partout où cela est possible de conduire des actions unies, dures et efficaces, aussi bien dans les entreprises que dans les agences pour l'emploi, les cités HLM et les quartiers. Les volontés ne manquent pas : ce qui manque, c'est l'unité, et en particulier au niveau des syndi-

Mais la division, on la trouve aussi à la base, parmi les travailleurs ?

Jacques: Eh bien, examinons

sérieusement d'où viennent ces divisions, sur quoi elles portent. Voyons aussi sur quoi on est d'accord.

Une discussion franche sur les vraies questions peut lever bien des préjugés, éviter bien des faux débats. Et à partir des problèmes qui subsistent, voyons sur quoi on peut agir.

Nous faisons une proposition que se tiennent partout des Assemblées de gauche et d'extrême-gauche. Que dans ces Assemblées, les syndicalistes, les militants de gauche et d'extrème-gauche se rassemblent, avec les membres d'associations sur le logement, la santé, ou les parents d'Elèves...

Que dans ces Assemblées enfin, ils fassent le point, confrontent leurs expériences et leurs idées, qu'ils décident ensemble dans chaque cas comment ils peuvent relancer l'action pour les mois qui viennent avant et après les élections.

Le PCF fait aujourd'hui beaucoup parler de lui : campagne sur les immila drogue, contre l'insécurité. Quelles raisons à votre avis, le poussent à agir ainsi?

René: Avant de répondre à votre question sur les raisons qui poussent le PCF à agir ainsi, je voudrais indiquer ici que notre Parti condamne fortement de telles campagnes et de tels actes. Prenons la campagne sur les immigrés : le PCF propose d'en limiter le nombre dans ses municipalités, propose d'établir des quotas, dans les logements, les écoles, les colonies de vacances, il propose de stopper l'immigration et même de renvoyer chez eux les immigrés pour leur permettre, je le cite, de pouvoir travailler, « vivre, travailler, lutter au pays ». Pour tous ceux qui ont lutter combattu les mesures racistes du gouvernement giscardien, qui ont toujours lutté pour l'unité de la classe ouvrière dont les travail-

## politique

leurs immigrés sont partie intégrante, il n'est pas possible de laisser se développer une telle campagne raciste sans réagir. D'ailleurs un sondage publié la semaine dernière dans le quotidien Le Matin indique que l'agression contre le foyer de Vitry avec un bulldozer est condamnée par 80 % de la population et 57 % des électeurs communistes de la région parisienne.

Mais cette position n'a pas toujours été celle du PCF?

René: En effet le PCF n'a pas toujours tenu le même discours. Dans L'Humanité du 12 décembre 1973, dénonçant les propos racistes de Bergeron qui rendait les immigrés responsables de la crise, il écrivait:

« Voilà enfin trouvé ce pelé, ce galeux dont nous vient tout le mal : l'immigré. Voilà enfin découvert le moyen de préserver du chômage le travailleur breton, l'orrain ou marseillais : arrêter l'entrée des immigrés en France, et si les choses se gâtent, en renvoyer chez eux un certain nombre... Ce serait trop facile, ce serait trop injuste, ce serait notre honte de tolérer cela... C'est avec et non contre les immigrés que se mène la lutte contre la vie chère et le chômage... Diviser la classe ouvrière est la plus mauvaise action qui soit. Une faute aussi, car personne ne peut jurer qu'il ne sera pas un jour l'immigré de quel-

Mais revenons à la question initiale : pourquoi une telle campagne de la part du PCF aujourd'hui ?

René: Pour revenir à la question de départ, vous me demandez pourquoi de telles actions de la part du PCF? Comment s'expliquent-elles? Est-ce pour des raisons uniquement électorales? Non. Depuis la rupture de l'union de la gauche en 1978, le PCF tente de redevenir le premier



L'élection présidentielle, un moyen d'en finir avec l'arrogant tandem au pouvoir

parti de gauche, et de dépasser le Parti Socialiste. La politique qu'il a menée avec le programme commun ne lui a pas permis de progresser en direction de couches nouvelles, comme les ingénieurs, les cadres, les intellectuels. Avec ses campagnes actuelles il veut se renforcer dans certaines couches, parmi des gens qui sont exploités, qui subissent la crise mais qui ont encore des idées réactionnaires. Ce sont ces gens-là que le PCF

veut gagner même s'il doit pour cela reprendre à son compte certaines de leurs idées.

Le PCR est un parti révolutionnaire. Mais estce que la révolution socialiste est bien la solution ?

René: En répondant résolument oui à cette question, nous avons bien conscience de ne pas ètre des nostalgiques, des gens attardés à défendre une vieille utopie. Ce qui, au contraire, retarde sur la vie, c'est la réponse en termes de réforme, en termes d'aménagement du système capitaliste, ce sont les partis de la vieille gauche qui ne saississent pas l'ampleur des contradictions révélées par la crise et qui pour cela sont aujourd'hui en difficulté. Que se developpent à côté d'eux des mouvements nouveaux comme celui des fem-

mes, ou des écologistes, que des milliers de militants les quittent ou entrent en dissidence, n'est-ce pas significatif du fait que ces partis sont souvent à côté de la réalité? Et qu'ils ne décrivent pas les moyens pour vraiment changer de société. Changer de société, on ne peut le faire que par une révolution qui permettra aux travailleurs de ce pays, de prendre en mains leurs propres affaires, de ne plus subir l'exploitation capitaliste, mais aussi de ne laisser à personne le soin de gérer leur vie.

Bien sûr pour freiner ce mouvement irrésistible, on cherche à nous faire peur avec le socialisme, on parle d'aventures, on cite, hors de tout contexte historique, des exemples étrangers. On ne retient que les erreurs et des crimes bien réels. Mais il ne faut pas se laisser impressionner par tout ce vacarme. Car la révolution c'est la transformation complète, radicale, d'une société bien déterminée, à partir de ses propres contradictions. Et le socialisme qui en résulte est façonné par ce qu'était la société qu'il remplace, par l'état de son développement économique et social, par les exigences et les habitudes des hommes qui la composent.

Est-ce qu'on peut comparer le projet révolutionnaire pour la France aux expériences russes ou chinoises ? Bien sûr que non l Ce serait la même chose que comparer la société française largement développée économiquement, avec ses libertés conquises, un certain respect relatif des droits de l'homme et ses traditions politiques et culturelles au capitalisme sauvage de la Corée du Sud ou de Singapour.

Non, cette révolution socialiste qui est nécessaire pour notre pays n'a pas de précédent historique, et c'est avec tous les hommes et toutes les femmes qui en ressentent déjà la nécessité et qui forment déjà une gauche nouvelle, différente, à l'intérieur comme à l'extérieur des partis et des syndicats qu'il faut la préparer. C'est l'ambition de notre partique d'y participer activement.

## 6 HEURES POUR LE SALVADOR ET L'AMERIQUE CENTRALE

Mutualité Grande Salle 20 mars 18 h à 24 h

Paris, rue Saint-Victor (M° Maubert-Mutualité) Rassemblement présidé par Laurent Schwartz et Armando Uribe, ancien ambassadeur à Pékin de l'Unité populaire du Chili avec la participation des représentants en France du Front démocratique révolutionnaire (FDR) du Salvador.

#### Parmi les interventions :

Des films dont Vaincre ou mourir, de Frank Diamond, sur le Salvador, des expositions, des documents, des témoignages de journalistes, de syndicalistes, de médecins.

#### Au programme :

 La politique américaine en Amérique Centrale, par Philippe Texier et François Gèze

 Compte rendu des travaux du « Tribunal des peuples » de Mexico, sur le Salvador, par Edmond Jouve et Armando Uribe  Une mission médicale de retour du Salvador témoigne

 Des syndicalistes français dénoncent les complicités avec les dictatures d'Amérique Centrale

 Pierre Toulat évoque la mémoire de Monseigneur Romero, assassiné voici un an et le rôle des Eglises en Amérique Centrale

 Le comité Allaïde Foppa témoigne sur les disparus et la situation au Guatemala

Message de solidarité du pianiste argentin Miguel Angel Estrella

Appel au soutien politique et matériel par Laurent Schwartz.

Textes et poèmes d'Amérique latine, avec Daniel Gélin.

 Chansons, musiques: notamment avec Francesca Solleville, William Armijo, les Guaranis, Ada Matus, Jacinta, etc.

## LE TERRORISME INTEGRISTE

### Lettre ouverte du Parti du Prolétariat Iranien

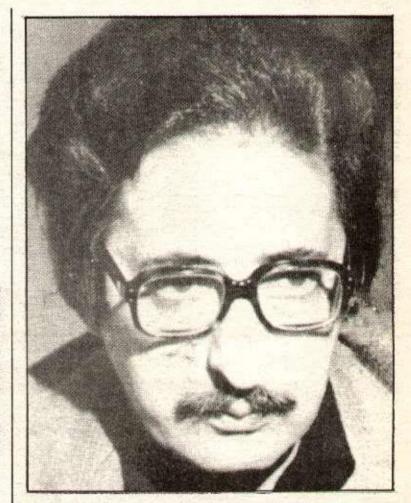
Nous avons recu du Parti du Prolétariat Iranien une lettre ouverte sur la répression dont sont victimes actuellement les révolutionnaires de la part du gouvernement Radjaï et des « gardiens de la révolution ». Rappelons que le PPI dénonce la confiscation du pouvoir en Iran par les forces intégristes et préconise une large union nationale de toutes les forces participant à la révolution démocratique (cf PLS nº 30). Nous publions ci-dessous les principaux extraits de la lettre des camarades iraniens.

U cours de ces dernières années, après l'augmen-tation de la répression en Iran et l'augmentation des activités terroristes des groupes armés officiels et non-officiels dépendant de la fraction dirigeante de l'Etat, la répression contre notre parti a atteint un nouveau sta-

de : depuis trois semaines, à la suite de l'attaque (à la manière des bandits) des « gardiens de la Révolution » contre la maison d'un de nos camarades de parti et l'arrestation forcée et illégale des habitants de la maison ainsi que leurs invités accompagnée de tortures, les attaques contre

les habitations de nos camarades et sympathisants du parti, les arrestations et emprisonnements illégaux se poursuivent sans ces-

Le saccage des maisons, le banditisme, la destruction des livres, les interrogatoires, les tortures et les actes de violences nous font tristement rappeler, d'une certaine façon, la SAVAK de l'ancien régime. Une femme enceinte de 9 mois est rouée de coups de sorte qu'elle doit être conduite à l'hôpital. Sa faute : être invitée chez un camarade de notre parti II Un de nos responsables (Asghar Akrari-Zadeh) subit les plus horribles tortures physiques et morales depuis trois semaines. Les criminels ne l'ont pas transféré aux prisons officielles pour pouvoit le torturer comme ils l'entendent dans des maisons « sûres » I



Bani Sadr, la principale cible des intégristes religieux

Le 13 février, les terroristes officiels, dépendant du gouvernement, ont envahi l'appartement du camarade Pajid Zarbarch, membre du comité central et directeur de l'organe théorique du parti, sans aucune permission judiciaire. Ils ont enfoncé porte de sa maison malgré les protestations du propriétaire du bâtiment, sous la menace de leurs armes et après avoir interrogé longuement les voisins, ils ont procédé à la mise à sac de l'appartement.

De tels actes, persécuter les révolutionnaires démocrates, envahir les maisons à la manière de la SAVAK, emprisonner illégalement, torturer sauvagement et incendier les librairies, attaquer les meetings populaires, les usines, les écoles, les locaux des organisations politiques, les manifestations... et même complo-ter à jour contre le président de la République et ses proches sont choses courantes maintenant.

Ces attaques sont dirigées par des groupes terroristes officiels (comme « les gardiens de la Révolution » et les « comités révolutionnaires ») par des brigands et des brutes, avec le soutien du gouvernement Rajaï. L'atmosphère de terreur et d'angoisse est si grande dans l'administration, les usines, les écoles, etc., que personne ne se sent à l'abri . La sûreté sociale n'existe

La torture est de nouveau pratiquée comme à l'époque du Chah. Les membres et les sympathisants des organisations politiques de l'opposition sont per-

sécutés dans les rues, dans leurs maisons et sont emprisonnés et torturés. Comme à l'époque du Chah, les parents de ces prisonniers doivent mener des recherches d'une prison à l'autre, sans

trouver trace de leurs enfants. En fait la violation de la constitution, le mépris des droits humains et les actes de violence, ne visent pas seulement des militants politiques de l'opposition. c'est toute la nation qui doit subir la dictature d'une petite minorité.

(...) Sans aucun doute, le peuple iranien qui a pu renverser le régime du Chah, mettra aussi les nouveaux dictateurs à la poubelle de l'histoire et prendra en main sa propre destinée. Le peuple iranien durant ses longues luttes contre le régime du Chah, a toujours été soutenu activement par tous ceux ou celles qui étaient épris de liberté, par les forces et les personnalités progressistes et anti-impérialistes du monde entier. Aujourd'hui, à l'heure où notre peuple mène une lutte décisive contre une nouvelle dictature, nous demandons à tous ceux ou celles qui sont épris de liberté dans le monde entier, à toutes les forces anti-impérialistes et aux organisations démocratiques de pro-tester vivement contre les vagues de répression et de persécution dirigées contre notre parti, de protester contre la violation des droits humains et des lois en Iran et de défendre la lutte pour les libertés en Iran face à la dictature par tous leurs moyens.

Parti du Prolétariat d'Iran

16 février 1981

## **POLOGNE** PROVOCATION SOVIETIQUE

E relatif équilibre politique établi en Pologne n'aura pas duré longtemps. Moins d'un mois après que les leaders de Solidarité eurent accepté la trêve proposée par le nouveau premier ministre Jaruzelski, on parle à nouveau de grèves et de tensions. Plusieurs personnalités connues de l'opposition viennent en effet d'être à nouveau inquiétées par la police. Jacek Kuron animateur du KOR, est même inculpé, et une menace semblable pèse sur Adam Michaik. Dans le même temps, plusieurs syndicalistes de Lodz ont été

L'origine de ces nouvelles attaques ne fait guère de doute : c'est après une série d'entretiens « au sommet » entre les dirigeants polonais présents au congrès du PCUS et les dirigeants soviétiques que les mesures répressives ont été mises en place. Le communiqué publié au lendemain de ces rencontres est d'ailleurs explicite : les Soviétiques y demandent ni plus ni moins que « le renversement du cours des événements ».

Il faut bien, en l'occurrence, parler de provocation délibérée. « Renverser le cours des événements » ne signifie en effet rien d'autre que de tenter de revenir à l'ordre antérieur, en balayant tous les acquis obtenus par les travailleurs dans leurs luttes. Une telle exigence, à proprement parler réactionnaire, ne peut évidemment pas être acceptée par le peuple polonais.

Ainsi donc, après avoir paru favorables à une solution de compromis, fragile certes, les semblent polonais dirigeants maintenant choisir, sur l'injonction de Moscou, la voie de l'épreuve de force aux conséquences incalculables.

Comme dans la presse soviétique, l'amalgame est fait entre les dirigeants du KOR et ceux d'organisations ouvertement anti-communistes comme « Pologne indépendante ». Comme dans la presse soviétique, les attaques se multiplient contre la nouvelle organisation paysanne mise en place en janvier. Et comme les Soviétiques le souhaitaient, la provocation est directement placée sur le terrain politique : inculper des militants d'opposition, c'est choisir de mettre en avant le problème des prisonniers politiques; échap-pant au cadre revendicatif, la (juste) riposte populaire s'exercera donc sur le terrain politique. Ceux qui n'attendent qu'une preuve de la « remise en cause du caractère socialiste de la Pologne » pour intervenir y trouveront leur compte.

L'évolution de la situation en Pologne depuis juillet 1980 a connu tellement de développements qu'il convient d'être prudent. Il n'en reste pas moins que les derniers événements nous éclairent sur un point capital : alors même que les bases d'un compromis semblaient envisageables, ce sont les dirigeants soviétiques qui choisissent de redévelopper la tension. Ils n'acceptent pas les acquis du peuple polonais. La nouvelle provoca-tion soviétique ne peut donc que susciter les plus vives inquiétu-

## LIBERATION, POUR QUOI FAIRE?

Issu des Cahiers de Mai, Jean-Marcel Bouguereau a rejoint Libération en mai 1974 avec Jean-Louis Péninou. Il nous donne son opinion sur ce qui a fait l'originalité de Libération durant toutes ces dernières années.

#### Propos recueillis par François NOLET

Au moment du lancement de Libération, on pronostiquait généralement sa disparition rapide. Le journal a pourtant vécu huit ans, en élargissant notablement son audience par rapport à ses débuts. Comment expliquer cet essor?

L'époque où il a commencé, la période 1973-1974, marquait un tournant, la fin des années de l'après-mai 68. C'était une rupture : le début de la crise du gauchisme (qui a pu pour certains commencer avant, pour d'autres plus tard). C'était la dissolution de la Gauche Prolétarienne ; pour moi qui venais des Cahiers de Mai, ça a été la fin des Cahiers de Mai. Donc le début d'une période de remise en cause. On avait vécu largement dans les années 1968-1974 sur la lancée d'idées - fausses ou vraies, mais généralement acceptées - qui se sont trouvées confrontées à la réalité, à la mise en pratique.

Pour moi, ça a été un élément déterminant de mon engagement à Libération: c'était la fin d'une expérience, que je ne regrette d'ailleurs pas du tout. Je pensais que la période qui s'ouvrait — crise des organisations, crise de la politique au sens traditionnel — redonnait une place décisive à l'information, évidemment une information différente. Libération est né à la fois de cette utopie issue de mai 1968 — il fallait être complètement fou pour faire ce journal, sans argent sans expérience, sans journalistes — et de la crise du gauchisme.

Par la suite, ce qui a fait le succès de Libération, dans le désert politique qui a suivi - crise du gauchisme, phase de l'union de la gauche, puis de la crise de cette union de la gauche - c'est que Libération a fonctionné comme point de référence. En bien et en mal. Il peut y avoir un côté bonne conscience, ca peut fonctionner comme un ersatz. Mai en même temps comme un moven qu'un certain nombre de choses ne soient pas tues, un journal qui était loin d'être parfait, mais qui représentait, avec toutes ses contradictions — le but n'était pas d'en faire un journal monolithique, avec une ligne — un journal où une certaine manière de regarder le monde se retrouve.

C'est, je pense, une troisième raison du succès du journal. Après la période d'utopie, puis celle de déprime, de crise, de remise en cause, il y avait

besoin, et il v a de plus en plus besoin d'instruments - Libération en est un, il peut y en avoir d'autres - d'instruments de décryptage de la réalité, de compréhension des modifications dont on est l'objet, ou le spectateur. On pourrait prendre mille exemples; par exemple, dans une interview récente, Edmond Maire a dit un certain nombre de choses sur la crise du modèle syndical traditionnel, sur les modifications de structure de la classe ouvrière... Libération, parmi les premiers, a parlé de ces choses-là, est allé voir comment ça se passait. Ça peut toucher d'autres phénomènes, qui peuvent être : que signifie la mode du « clean », que signi-fient certaines modes culturelles venues des Etats-Unis, ou encore quelles sont les caractéristiques propres qui marquent la dissidence polonaise, ou la dis-sidence chinoise ? Ca peut toucher des faits divers qui habituellement passent inaperçus.

Ainsi, à la fin de l'année 1977, nous avions fait un dictionnaire, avec des mots-clés qui permettaient de faire le bilan de l'année. Le dernier des mots de ce dictionnaire était le mot zéro : ce qui voulait dire qu'on se retrouvait dans bien des cas devant une table rase, devant quelque chose à reconstruire, à comprendre. Je pense que cela a été une des fonctions du journal.

Il a joué aussi une fonction culturelle : beaucoup de gens se sont investis dans des initiatives culturelles qui, sans Libération, n'auraient pas été connues. Ou on avait une rubrique Agit-prop, où étaient annoncés, sans exclusive, les meetings de l'un, les réunions de l'autre : il suffisait que quatre personnes aient envie de faire une réunion pour discuter de quelque chose pour qu'elles s'adressent là, et puissent ainsi toucher les dix ou quinze autres qui seraient intéressées. C'est un point positif dans une période où les modèles d'organisation, de communication, sont remis en cause.

On pourrait parler aussi du type de journalisme qu'on a tenté de faire. Bien sûr, tout n'était pas positif — ce n'est pas pour rien qu'on a décidé d'arrêter. Il reste en positif un autre type d'écriture journalistique, de traitement journalistique dans lesquels des gens se retrouvent davantage que dans un style ampoulé. Avec évidemment une réhabilitation du reportage et de l'enquête, qui devra rester une des originalités de Libération.

#### Une interview de Jean-Marcel BOUGUEREAU

Mais alors, comment définir Libération aujourd'hui ? Lors de son lancement, on disait : Libération journal d'extrême-gauche. Que pourrait-on en dire aujourd'hui ?

Honnêtement, je ne sais pas, et je n'ai jamais su. On me poserait la même question sur moi-même, je ne saurais pas y répondre. C'est très difficile de donner des étiquettes comme cela.

Bien sûr, il est évident que Libération représente une forme de radicalité. Il est tout aussi évident que Libération se différenciera profondément de gens qui se situent à l'extrême-gauche, ou qui raisonnent en termes de pensée autoritaire ou étatiste. A une époque, on nous définissait comme journal « libéral-libertaire ». C'était une manière d'insister à la fois sur une certaine manière de privilégier la société civile par rapport à l'Etat, de privilégier les conflits par rapport au consensus, et même temps sur l'existence d'un certain nombre de principes démocratiques. Tout cela peut définir un peu la nébuleuse dans laquelle on se situe. II peut-être difficile d'être plus pré-

Dans la société actuelle, pensez-vous représenter quelque chose de subversif ? En quoi dérangezvous ?

Que nous représentions quelque chose de subversif, je le pense. Sans doute des gens doivent-ils penser le contraire. Si Libération disparaissait, beaucoup de choses, beaucoup d'affaires seraient passées sous silence. Je pense que ce en quoi Libération peut être le plus subversif — ce en quoi il ne l'a pas suffisamment été — c'est dans un traitement plus acéré, plus exigeant, de la réalité. Une des difficultés auxquelles nous nous trouvons confrontés, c'est qu'il est plus difficile aujourd'hui qu'hier de se coltiner cette réalité. La compréhension de la réalité, la définition d'un point de vue, c'est plus difficile que ce n'a été, si on ne veut tomber ni dans le journalisme traditionnel, ni dans l'idéologisation à outrance. C'est effectivement très compliqué. Si le journal réussit ce pari-là, c'est dans ce sens qu'il est le plus subversif, en jouant sa fonction d'information — d'un certain type.

Parmi les choses sur lesquelles if est important d'informer, quelles sont celles qui vous semblent aujourd'hui le plus porteuses de transformations sociales ?

Ça peut être des choses très différentes. Découvrir l'importance des ayatollahs, c'est aussi important que de discuter de telle ou telle grève. Un autre, dans le journal, s'intéressera plus à d'autres choses : par exemple comment des trusts pharmaceutiques, dans des camps de réfugiés du Tiers-Monde, se servent des gens comme cobayes. peut être aussi important d'essayer de comprendre le phénomène des 5 000 personnes qui vont s'agglutiner autour de la stigmatisée de la Drôme, en 1981. Ou aller à Caen comprendre pourquoi, à la suite d'une manifestation, il y a une centaine de vitrines brisées sans que personne ne sache pourquoi.

Par rapport à la transformation du journal que vous envisagez : y a-t-il transformation du projet éditorial, et du public vi-

Nos préoccupations sont toujours les mêmes. Simplement, on essaiera de faire un journal plus complet, plus exigeant. Il y a dans le public des lecteurs actuels de *Libération* un public potentiel pour un grand journal. Mais peut-être dans ce public, certains ne le considéraient que comme un deuxième journal, peut-être parce qu'il n'était pas assez bon. Ce public est déjà important : Libération est lu actuellement par quelque 150 000 personnes. Si ce public s'élargit, tant mieux. Mais on n'a pas arrêté Libération pour s'adresser aux lecteurs des Echos ou du Figaro.

On n'a pas manqué, dans la presse, de souligner la contradiction qu'il y avait, pour un journal autogestionnaire, à remettre tous pouvoirs à une personne,

C'est un vrai paradoxe. Mais l'objectif de l'arrêt et du redéest de recréer une marrage équipe. Paradoxalement, il faut en passer par la délégation à une personne pour recréer cette collectivité. Lorsque la collectivité existante est paralysée, délitée, on ne peut pas lui demander d'être la base sur laquelle va s'édifier une nouvelle collectivité. C'est un cercle vicieux. L'état de désagrégagtion de l'équipe était tel que le seul accord possible était de confier à une personne le témoin pour continuer. Mais cette solution représente plus l'ancien état de l'équipe que le futur.

Quels sont les moyens financiers sur lesquels vous vous appuierez pour lancer la nouvelle formule ?

Sur ce problème, la presse a dit beaucoup d'âneries. On ne dit rien sur ce sujet pour l'instant, sinon qu'on n'a pas arrêté Libération pour perdre son autonomie financière, pour en faire un journal comme les autres. On ne veut pas faire Le Matin de Paris, ni Le Figaro. On a suffisamment conscience de l'importance de l'indépendance du journal pour la sauvegarder à tout prix.

L'assemblée générale qui a décidé la suspension de la parution de Libération.



Une assistance assez nombreuse - 300 personnes - a suivi le débat organisé par la FNAC à l'occasion de la parution du tome III des Ecrits Politiques de Gramsci\*. Trois auteurs étaient présents : Hugues Portelli, Christine Buci-Glucksman et Jacques Texier (1).

Cette participation, et le caractère plaisant de la discussion, montrent l'intérêt que suscite dans des strates militantes assez diversifiées l'œuvre théorique et politique du principal fondateur du PCI. Cette œuvre est encore largement méconnue : aussi, comme cela était normal, l'assemblée a-t-elle plus cherché à comprendre les concepts fondamentaux qu'à en valoriser l'intérêt pour la transformation sociale en France.

Débat

## **AUTOUR** DE GRAMSCI



REMIERE grande série de questions quel est le rapport de le Gramsci au léninisme ? Et marxisme, au d'abord à l'économie politique de cette tradition ? H. Portelli devait souligner que le marxisme italien, à la différence des autres social-démocraties européennes et de la deuxième Internationale nale, était peu enraciné, peu inscrit dans la réflexion économique, qu'il se référait plutôt, hors les grands textes politiques de Marx, à son œuvre philosophique.

J. Texier notait cependant que Gramsci avait été frappé par un de petites phrases ou d'aphorismes passés souvent inaperçus dans les œuvres « économiques » de Marx, en particuler par ce passage de la Préface de 1869 où Marx dit en substance que les hommes font leur histoire sur le terrain de l'idéologie (2); en somme, « les conflits nés du terrain économique et social, sont gérés et perçus sur le terrain des idées, images, des formes de représentation ». Le rapport des hommes à ces conflits est donc un rapport indirect; c'est à travers des médiations d'ordre culturel, que s'effectue la prise

de conscience et que peut se constituer le sujet historique.

La même question du raport à Marx rebondissait à propos du concept de société civile.

H. Portelli montrait comment chez Gramsci, le concept était finalement susceptible d'interprétations divergentes. Il indiquait cependant qu'on devait plutôt le comprendre comme définissant l'ensemble des lieux et moyens qui assurent le lien entre l'État, par extension la politique, et la structure des rapports économiques. Lieux et moyens donc très disputés, où s'organise la lutte pour l'hégémonie, l'Etat intervenant en particulier dans la société civile pour remodeler les comportements économiques (au sens large du rapport des hommes au travail, à la consommation) et les adapter aux rapports de production. Il y aurait donc chez Gramsci un concept plus structuré que chez Marx, de la société civile.

C. Buci-Glucksman complétait ce point de vue, en indiquant qu'après tout le concept était chez Marx tout aussi flottant (3) et qu'il n'y avait dans ces conditions pas forcément besoin de rechercher dans Gramsci orthodoxie ou déviation sur ce point particulier.

Chez Gramsci donc, rappela-telle, la Société Civile, par « opposition » à la société politique et à l'Etat, doit être rapportée à deux grandes catégories de pro-

1) Le terrain derrière l'Etat et donc en partie masqué par lui où se reproduisent les différences de classes immédiates, les rapports concrets-courants de pouvoir, le bureaucratisme, l'élitisme, etc.

2) Le lieu où s'organisent les conflits de classe, où se mêne une incessante aguerre de posi-

Pour Gramsci, la capacité du prolétariat à balayer le capitalisme, sans réintroduire de nouvelles formes d'oppression, est tout à fait liée à sa capacité de révolutionnarisation de la société civile. Le politique étant ainsi refondu dans la recherche disputée de l'hégémonie, il implique « la conquête » des forteresses de la classe dominante que sont l'école, la presse, et l'Eglise. En d'autres termes, l'apparition d'une nouvelle culture est rapl'apparition portée chez Gramsci à la nécessité d'une réforme intellectuelle et morale dans la société civile.

- mobilizations

Christine Buci-Glucksman notait à ce point de la discussion une différence plus que sensible entre Gramsci et la tradition léniniste classique, plus axée sur la conquête de l'Etat et le surgissement de l'antagonisme frontal avec le pouvoir dominant.

J. Texier nuançait cette appréciation en indiquant que chez Gramsci, l'intervention de l'Etat socialiste dans la société civile était tout à fait déterminante dans le processus de construction du communisme : il ne faudrait donc pas forcément opposer Lénine à Gramsci sur cette question.

Parvenu à ce stade de l'articulation économique-politique, et de la société civile comme lieu de production et de déploiement des cultures, il n'était pas étonnant que la discussion en arrive à la définition gramscienne du Parti.

Hugues Portelli notait la distinction présente chez Gramsci entre le parti-fraction ou organisation (celui qui mêne et rassemble les combats de classe au plan de la lutte ou des élections) et le parti organique (celui qui donne à la classe son homogénéité culturelen rassemble l'état-major intellectuel et politique). Il rappelait en outre que cette distinction ne s'applique pas qu'au parti communiste, puisque au-delà des structures partidaires, un certain nombre d'institutions jouent par rapport à la bourgeoisie un peu le même rôle dans certaines circonstances (Le Times pour l'Angleterre, La Stampa, Le Corriere Della Serra pour ne prendre que des exemples de presse...)

Jacques Texier résumait cette conception gramscienne du Parti en rappelant que pour lui, un groupe social ne peut conquérir élaboration de sa propre culture (le terme reste d'ailleurs à défipeut se constituer en protagoniste historique.

C'est d'ailleurs, de l'avis de tous les auteurs présents, la crise partie de son actualité à Gram-

essaye de montrer contrairement peut-être à ce qu'en dit l'opéraisme qui privilégie le mouvement de la classe sur son organisation politique, qu'on ne peut assimiler la pensée gramscienne à une forme de populisme, voire de réformisme qui justifierait la politique du compromis historique.

En Amérique latine, plusieurs groupements révolutionnaires s'appuient, pour leur combat de renaissance anti-impérialiste, sur l'idée gramscienne que le Parti est une forme d'organisation du national-populaire, qu'il y a dans l'idéologie, dans le mouvement des classes subalternes des éléments possibles de leur auto-organisation.

Enfin, dans des pays occiden-(France, Angleterre, Allemagne) depuis 1968, l'apparition de nouvelles formes luttes, qui tentent de réarticuler mieux le politique au social, suscite un besoin profond de renouvellement théorique.

En résumé, un débat intéressant, nécessairement imprécis, car embrassant en quelques heures une grande série de problèmes et particulièrement complexes.

A reprendre donc, de manière plus systématique et plus articulée aux besoins politiques d'aujourd'hui... A reprendre, après lecture ou relecture...

J.F.V.

#### « 4 HEURES POUR L'AFGHANISTAN A LA FACULTE DE JUSSIEU (PARIS)

OUR le comité inter-faculté du MSRA, regroupant une petite quinzaine de militants actifs, prendre l'initiative d'un tel rassemblement, était loin d'une affaire de routine. Il s'agissait, en effet d'emblée de créer un petit événement sur les facultés parisiennes de montrer que les traditions anti-impérialistes des étudiants ne sont pas chose oubliée et que le destin du peuple afghan ne leur est nullement indifférent.

Nous avons compté avec satis faction environ 300 ou 400 étudiants avant participé à tel ou tel moment ou même pour certains l'ensemble de quatre heures qui en ont duré cinq. Autre sujet de contentement, la richesse des débats qui occupaient l'essentiel du temps. Quelle est la réalité sociale de

l'Afghanistan ? Quelle est la base sociale de la résistance ? Quel est son programme social ? ... Toutes les questions qui agitent un public de gauche ont été posées. Et les réponses ne sont pas toutes venues de la tribune et des spécialistes invités. Il fallut par exemple se garder de tout ethnocentrisme occidental pour analyser les conditions et le moteur de la guerre que mêne le peuple afghan. C'est une idée comme on dit, fait son chemin. Certes, la contribution apportée par Bernard Dupaigne. Mohamed Habib, Jean Freyss, à ce débat a été irremplacable. Amin Wardack, représentant d'une or-ganisation islamique d'opposition a pu donner des éléments d'information de fraîche date sur la situation militaire en Afghanistan. Edmond Jouve a développé la perspective du tribunal des peuples de Stockholm, sur l'Afghanistan, dans la préparation duquel il est fortement impliqué. On ne saurait non plus publier la contribution artistique et militante comme il a a tenu à le souligner, de Paco Ibanez, a ennemi, a-t-il dit, depuis toujours de tous les fascismes ». Enfin, un petit orchestre de rock devait clore un rassemblement, comme on le voit, bien rempli.

Il reste au comité à se renforcer à partir des contacts qu'il a pris ce jour-là et, sur la base de cet acquis, poursuivre le travail d'information et d'organisation du soutien matériel. Tout reste encore à faire de ce point de

Correspondant

sa capacité d'autonomie, sans

nir: = idéologie? = conception du monde ?) : le Parti est donc l'instrument par lequel la classe

de la représentation dominante du Parti qui donne une bonne sci. En Italie, on essaye de dépasser l'interprétation togliattiste de Gramsci, et l'utilisation abusive qui en a été faite. On

1) Hugues Portelli : Gramsci et le bloc historique PUF 1972 Jacques Texier: Gramsci Edition Seghers 1966

Gramsci, théoricien des superstructures in la Pensée nº 139 (1968)

2) Marx: Contribution à la critique de l'économie politique (Préface) editions sociales p.4.5. 3) «Il apparaît d'abord sous l'ac-

ception hégélienne (société préétatique plus vestiges, corporations, droit pré-étatique). Dans L'idéologie allemande il est étendu en société civile bourgeoise, qui incorpore à la fois les rapports de production et la sphère privée de la reproduction sexualité...). Presque (famille, absent du Capital, il ressurgit dans les textes sur la Commune, dans le cadre à remarquer d'une critique de l'étatisme ».

## 6 HEURES POUR LE SALVADOR ET L'AMERIQUE CENTRALE

U Salvador, Reagan apporte désormais une aide redoublée - économique et milià la junte qui a érigé en méthodes de gouvernement, la terreur quotidienne, systématique, contre les masses. Cette intervention des Etats-Unis s'accompagne de la menace de plus en plus pressente d'une intervention plus ouverte et plus directe de leur part.

La menace vise non seulement le peuple du Salvador, mais aussi les autres peuples d'Amérique centrale, dont celui du Nicaragua qui avait mis fin voici deux ans à la dictature sanglante de Somoza, soutenue comme on sait jusqu'à sa chute par l'administration Car-

La volonté ainsi manifestée par les Etats-Unis de conserver contrôle d'une région reliant les deux grandes parties du continent américain s'explique par leur ambition de préserver et de réaffirmer leur domination sur l'ensemble de l'Amérique latine. A travers les événements du Salvador et de l'Amérique centrale, ce sont tous les peuples latino-américains qui voient leur droit à disposer librement de leur sort gravement menacé par les Etats-Unis.

Les agissements américains contre le peuple du Salvador et ceux des pays voisins s'inscrivent dans un durcissement de la politique américaine à l'échelle mondiale, dont les peuples en lutte pour leur émancipation et leur souveraineté risquent d'être la cible privilégiée. La relance à l'heure actuelle, aux Etats-Unis même, de la mobilisation contre les possibles développements de la politique impérialiste américaine illustre l'importance de ce danger.

C'est pour susciter en France une solidarité avec les peuples d'Amérique centrale en rapport avec l'aggravation de la situation, une solidarité qui acquiert plus d'ampleur et revête un réel caractère de masse, qu'est lancée l'initiative « 6 heures pour le Salvador et l'Amérique centrale ». L'appel à cette manifestation émane d'un collectif réunissant plus de 200 personnalités et les comités de solidarité Salvador, Guatemala, Nicaragua. Cette initiative doit contribuer à

une meilleure connaissance de la lutte des peuples concernés, des plans américains qui les menacent, et à une plus grande impulsion du soutien concret. Une des formes de ce soutien, et non des moin-des, est la condamnation des complicités françaises dont bénéficient les dicatures.

Le fait que, parmi les personnalités du collectif d'initiative, se retrouvent largement ceux qui avaient déjà été à l'initiative des « 6 heures pour l'Afghanistan », de juin dernier, à Paris, témoigne de la possibilité que s'affirme en France un large courant de tous ceux qui refusent de se laisser enfermer dans la fausse alternative du choix entre les USA et l'URSS. Un large courant de tous ceux pour qui l'engagement dans la lutte contre les diverses entreprises de l'impérialisme soviétique, tel qu'il se manifeste en Afghanistan, ne signifie aucunement un abandon de la vigilance vis-à-vis de l'impérialisme

Les agissements des Ftats-Unis en Amérique centrale indiquent que l'impérialisme américain n'a

nullement renoncé à ses ambitions de domination. Ceci malgré certains reculs qui lui ont été imposés par ces luttes des peuples. Face à l'expansionnisme de leur rival soviétique qui s'est affirmé avec force au cours des dernières années, les Etats-Unis n'ont, de par leur logique impérialiste, d'autre réponse à apporter que la tentative de préserver ou renforcer leur propre domination sur les peuples.

A travers les violations répétées du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les superpuissances intensifient aujourd'hui leur rivalité, qui conduit à l'affrontement, à

Développer la solidarité avec le peuple du Salvador et les autres peuples d'Amérique latine, c'est aussi aujourd'hui s'opposer à la politique de guerre, agir pour la défense de la paix mondiale.

Le PCR soutient activement la manifestation du 20 mars pro-chain : « 6 heures pour le Salvador et l'Amérique centrale ». Il appelle à y participer nombreux.

P.L.S.

En 1980, au Salvador, 12 000 personnes ont été victimes de la violence organisée

par la junte. Au Guatémala, les dictateurs militaires ont causé 70 000 morts en 26 ans. Ces victimes sont des paysans, des ouvriers, des religieux, des universitaires, des

Ces pays oubliés d'Amérique centrale subissent le domination économique des Etats-Unis, mais aussi des pays d'Europe occidentale; leurs populations sont main-tenues dans la misère et opprimées par une classe privilégiée et égoiste qui confie à l'armée le soin de faire régner l'ordre à tout prix, si lourd soit-il.

Le Nicaragua, qui s'est libéré en 1979 de la dictature des Somoza, est égale-ment menacé par l'impérialisme nord

A travers la politique qu'ils ménent au Salvador et en Amérique centrale, les Etats-Unis visent à réaffirmer leur domina tion sur l'ensemble de l'Amérique latine. Ils bafouent dans cette région, le droit des

peuples à disposer d'eux-mêmes.
Aujourd'hui, le Salvador s'insurge
contre la tyrannie de la junte militaire,
grâce à l'unité populaire réalisée entre
toutes les forces démocratiques, représentées au sein du Front Démocratique Révolutionnaire (FDR) et du Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale

Mais la junte du Salvador bénéficie de l'aide des Etats-Unis, tant politique que militaire. Celle-ci vient d'être doublée et les risques d'intervention américaine di recte sont d'autant plus importants avec l'entrée à la Maison Blanche de Reagan. Entouré de toutes parts par les armées du Honduras et du Guatémala, le peuple du Salvador ne doit pas rester isolé.

Pour construire la solidarité nécessaire autour du peuple salvadorien et des autres peuples d'Amérique latine, les Comités de solidarité Salvador, Guatémala et Nicaragua, et les personnes dont les noms survent appellent à un grand rassemblement populaire :

6 HEURES POUR LE SALVADOR ET L'AMERIQUE CENTRALE

Avec le soutien et la participation de représentants du FDR.

#### A l'appel du comité d'initiative constitué par les 200 personnalités suivantes :

Alexandre ADLER — Nouri ALBALA — Monique ANTOINE — Gonzalo ARROYO — Colette AUGER — Guy AURENCHE — Alain AZOUVI S. BALAZARD — Etienne BALIBAR — Nicole BALLAND — Jean-Claude BARBIER — Maurice BARTH — Nadine BASILLE — Lo-thar BAYEZ — Kamal BE — Michel BEAUD — BENANAGI — François BERANGER — Pierre BERCIS — Denis BERGER — Etienne BLOCH — Gérald BLONCOURT — Louis BOCAZ — Fabienne BOCH — Guy BOIS — Pierre BONTEP — Guy de BOSSCHERE — Wanda de BOSSCHERE — Claude BOURDET — Nicole BOURDILLAT — Paul BOUSQUET — Alexandre BOVIAT — SIS — Gérard BRAS — Jean BRUHAT — Roland BRUNET — Jacques BUCHE — Christine BUCI-GLUCKSMANN — René BUHL

BUHL
Geneviève CAMUS — Marie CARDINAL — Jean CARDONNEL —
Jean-Michel CARRE — George CASALIS — Cornélius CASTORIADIS — Bernard CASSEN — Catherine CAUVET — Jean-Pierre
CHAMPAGNY — Jacques CHATAIGNIER — François CHATELET
Bernard CHAVANCE — Mohamed CHEBBI — Jean CHES —
NEAUX — Catherine CLAUDE — Gérad CLENY — M. COLLI—
GNON — Julio CORTAZAR — Alain COULON — C. CRATCHLEY
Jean CROCQ — CUARTETO CEDRON
Alain DALMAS — Nicole DAMADIS — Jacques DEBU-BRIDEL —
Jean-Jacques DE FELICE — Gilles DELEUZE — Jacqueline
DERVILLY-LAMBERT — Evelyne DESORIAL — F. DESIRIAL —
Pierre DOMMERGUES — DOUVE
Robert ESCARPIT
Julien ESTEVE — Miguel ESTRELLA

Robert ESCARPIT

Julien ESTEVE — Miguel ESTRELLA

Ste lio FARANOJIS — Philippe FARINE — Jean-Pierre FAYE —
Claude FELL — Michel FIANT — Christian FORSNE — M. FOUEY
Jean FREYSS — Claude FRIOUX — Blandine FROMENT — Jorge
FUENTES — Jacques FREMONTIER — Gérard FUCHS — André

FURST
Jean-Paul GAY — Michel GARCIA — Carlos GAVETA — Costa
GAVRAS — Claude GERMAN — J.F., GERME — François GEZE
J.F., GODCHAN — Yves GRANET — Raymond GUGLIELMO —
Magul GUILLIEM — Eugène GUILLEVIC
Pierre HALBWACHS — Gisèle HALIMI — François HINCKER —
Elizabeth JACOB — François JACOB — André JACQUES — Ray-

mond JEAN – Lucien JEDWAB – Charles JOSSELIN – Ger-maine JOUANET – Edmond JOUVE – Alain JOXE – Cácilia

JOXE
Daniel KARLIN — KASTOU VRAVIS
Georges LABICA — D. LACERDA — Georges LAPASSADE —
Yves LEBAS — D. LEBORGNE — Pierre LEFEVRE — Victor
LEDUC — Yan LE MASSON — Michel LEQUENNE — Jean-Paul
LEVY — Daniel LEYVA — Arthur LONDON — Lise LONDON — LEVY — Dan Mikaēl LOWY

Mikaēl LOWY
jacques MADAULE — Madeleine MADAULE — Marianne MALLI-FAUD — Clara MALRAUX — Dominique MARCHI — Yves MARTIN — Jean MARTINELLI — Gilles MARTINET — Amand MATTELARD — Harry MATTHEWS — Jacques MICHALSKY — Alexandre MINKOWSKI — Gérard MOLINA — Guy MORY H. NADEL — Jean-Paul NAIL — Véronique NEIERTZ — Henri NOGUERES — Pascal NURNBERG Angel PARA — Isabel PARA — Hèléne PARMELIN — Jiri PELI—KAN — Guy PETITDEMANGE — Edouard PIGNON — Nicoles PIGNON — Bernard PINGAUD — Jean-Claude POLACK — Daniel PRAT

Yvon QUINIQU
Armand RAPOPORT — Bernard RAVENEL — Mitsou RONAT —
Ruggiero ROMANO — Isabelle ROPERT — Pierre ROSANVALLON

Jacques SAPIR - Pierre SALAMA - Laurent SCHWARTZ -Jacques SAPIR — Pierre SALAMA — Laurent SCHWARTZ — Julio SILVA — Albert SOBOUL — Bernard SOULAGE — Christine SOLARI — Antoine SPIRE — SANDOUX — Gérard SANDOZ Haroun TAZIEFF — Philippe TEXIER — Bruno THERET — Pierre TSSIER — Jacques TOUBLET — Pierre TOULAT — Ivan TOULOUSE — Alain TOURAINE — Roger TREFEU — Anne TREGOUET — Nicole TRUFFELLI Armance URIBE

TREGOUET - Nicole TRUFFELLI
Armanco URIBE
Nicolas VALLET - Pierre VARENNE - E. VERDIER - Costas
VERGOPOULOS - Pierre VIDAL-NAQUET - Paul VIEILLE Gérard VIGARELLO - Jean-Pierre VIGIER - Daniel VIGLIETTI Charles VILLAC - Jean-Marie VINCENT - Serge VINCENTVIDAL - Patrick VIVERET
Olga WEISSERT - Gladis Yurkevitch - Saul Yurkevitch - Colette ZEINADI - Malek ZEINADI - Michel ZOUZI

et les 3 comités de solidarité avec le Salvador, le Guatemala, le Nicaragua

Avec le soutien de nombreuses organisations politiques et syndicales, dont la CFDT, la FEN, le PS, le PSU, la LCR, le PCR, l'UCJR, etc., de nombreuses organisations chrétiennes, d'aide aux réfugiés, dont la CIMADE, des comités de rédactions de revues : Dialectiques, Faire, Que Faire Aujourd'hui ?

LIRE LE PROGRAMME PAGE 12

Mutualité 20 mars, 18 h à 24 h.

Grande Salle Paris, rue Saint-Victor (Mº Maubert-Mutualité)